



NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



Rapport Annuel 2022

Système des Nations Unies

Côte d'Ivoire





TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
PRÉSENTATION DE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE	6
PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT	7
PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL	8
SOUTIEN DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	10
1. Résultats de l'Appui du SNUD aux priorités nationales	12
2. Appui-Conseil	48
3. Appui aux partenariats et financement de l'Agenda 2030	49
4. Les Nations Unies travaillant plus et mieux ensemble : Cohérence et Efficacité	50
5. Aperçu financier et mobilisation des ressources	53
PRIORITÉS DE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023	56
LISTE DES ACRONYMES	57
ANNEXES	59

AVANT-PROPOS



Philippe Poinso,
Coordonnateur Résident
des Nations Unies
Abidjan, mars 2023

Nous sommes déjà à mi-chemin de la mise en œuvre du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (CCDD) 2021-2025 avec le Gouvernement de Côte d'Ivoire.

En 2022, les Fonds, Agences et Programmes du Système des Nations Unies pour le Développement (SNUD) opérant en Côte d'Ivoire se sont davantage investis aux côtés du Gouvernement pour renforcer les acquis sociaux et de développement dans un contexte régional et international difficile. Pour ce faire, nous avons mobilisé près de 151 millions de dollars (92 milliards de FCFA).

Les Objectifs de Développement Durable (ODD) et leur financement restent au cœur de nos priorités.

A travers notre fonction d'appui-conseil tout d'abord. Notre accompagnement à l'élaboration du « Livre Blanc sur l'industrialisation » a permis de répertorier 21 initiatives transformatrices. De même, dans le cadre des États Généraux de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (EGENA), nous avons contribué à identifier les réformes à mettre en œuvre qui permettront à des milliers de filles et de garçons de jouir d'un système éducatif toujours plus performant. Nous avons aussi appuyé la préparation et la présentation du deuxième « Rapport Volontaire National de mise en œuvre des ODD de la Côte d'Ivoire » au Conseil Économique et Social des Nations Unies.

Avec les populations les plus vulnérables ensuite. Nous avons ainsi renforcé notre présence dans le pays, notamment auprès des plus fragiles. Un vaste programme a été mis en place dans les régions du Tchologo et du Bounkani, frontalières du Burkina Faso, pour renforcer la résilience des systèmes de gouvernance locale, des communautés et des individus. Dans le Gbêkê, avec le Fonds Muskoka, nos interventions ont facilité l'accès à un personnel de santé qualifié, réduit les décès maternels, renforcé les protocoles pour améliorer la qualité de la prise en charge des mères et des enfants. Dans le Bélier, avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement (BAD), plus de 300 coopératives et entreprises féminines de production, transformation et commercialisation de cultures vivrières ont été accompagnées.

Les résultats présentés dans ce rapport annuel résultent du dévouement du personnel des Nations Unies en Côte d'Ivoire, que je salue. Je remercie également tous nos partenaires, dont le soutien est crucial. Le SNUD est plus que jamais engagé à appuyer les priorités nationales, en collaboration avec le Gouvernement, les partenaires et les communautés, pour une Côte d'Ivoire prospère, inclusive et résiliente.

PRÉSENTATION DE L'EQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES EN CÔTE D'IVOIRE

Dix-huit Fonds, Agences et Programmes résidents et non-résidents composent l'Équipe-Pays des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Elle est dirigée par le Coordonnateur résident des activités opérationnelles, représentant désigné du Secrétaire Général des Nations Unies pour les opérations de développement dans le pays. Les engagements collectifs de l'Équipe-Pays définis dans le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable 2021-2025 visent à soutenir pleinement la réalisation des priorités nationales de développement. Les différentes entités du SNUD apportent un éventail d'offres de services pour répondre aux besoins du Gouvernement, des populations et des personnes vulnérables. En 2022, l'Équipe-Pays des Nations Unies a été partiellement renouvelée avec la prise de fonction de représentants du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'Office des

Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), de l'ONUSIDA, du Programme alimentaire Mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA). En plus des agences à Abidjan, des Bureaux communs de terrain assurent la coordination dans les régions de Korhogo, Man et Bouaké.

Le FIDA a ouvert son bureau régional Afrique en 2022 à Abidjan après un accord avec le Gouvernement, tandis que l'ONUDC a procédé à l'inauguration d'un bureau-pays. Il est aussi prévu d'installer le siège régional du Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets (UNOPS) pour l'Afrique à Abidjan en 2023. Étant donné la configuration évolutive de l'Équipe-Pays, le plaidoyer du Coordonnateur résident vis-à-vis des autorités s'est poursuivi tout au long de 2022 pour disposer à moyen terme d'un espace commun abritant les différentes entités du SNUD.



PRINCIPAUX PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

Le SNUD en Côte d'Ivoire travaille en étroite collaboration avec le Gouvernement, les partenaires multi et bilatéraux, les institutions financières internationales, les fondations, les ONG nationales et internationales ainsi que le secteur privé.

La collaboration avec le Gouvernement a été renforcée par la participation de ministères à la formulation des Plans de Travail Conjoints (PTC) - notamment ceux en charge du Plan, de l'Agriculture, de l'Industrie, de l'Éducation, de la Santé, de la Jeunesse, de la Femme, de l'Environnement et de la Justice. Des entités du SNUD ont également

collaboré avec le Gouvernement, sous le leadership de la Primature, dans le cadre de la 15ème Conférence des Parties (COP15) de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULCD).

La mise en œuvre des Plans de Travail Conjoints 2022-2023 a été rendue possible par des partenariats. Aussi, les liens stratégiques ont été renforcés avec la Banque Mondiale grâce à un dialogue sur les opportunités de partenariats, les approches de travail et les perspectives pour synchroniser les appuis au pays.

PRINCIPAUX PARTENAIRES BILATÉRAUX



PRINCIPAUX PARTENAIRES MULTILATÉRAUX



FONDS SPÉCIAUX ET FONDATIONS



PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT AU NIVEAU NATIONAL

La Côte d'Ivoire poursuit sa trajectoire vers le développement durable, dans un contexte régional caractérisé par une crise sécuritaire et humanitaire permanente au Sahel liée à la propagation de l'extrémisme violent. Sur le plan humanitaire, le nombre de réfugiés du Burkina Faso s'est accru en 2022 dans le Nord et le Nord-Est du fait des conflits, de l'insécurité généralisée, des menaces et attaques de groupes armés non identifiés dans le pays d'origine.

Au niveau politique, 2022 a encore été une année de progrès et de consolidation de la paix. Le dialogue politique initié par le Chef de l'État a permis le retour de la plupart des opposants. En juin, le HCR a confirmé la cessation du statut de réfugié pour les citoyens ivoiriens. Aucune attaque terroriste n'a été enregistrée en 2022 dans le pays et le Gouvernement a poursuivi sa double réponse (sécurité, prévention) le long des frontières avec le Mali et le Burkina Faso.

L'activité économique est restée soutenue, avec une croissance de 6,8 % et un budget suffisant pour absorber les chocs externes. Ce dynamisme résulte notamment des mesures de lutte contre le COVID-19 et de la poursuite du PND 2021-2025, via les réformes et les investissements dans les secteurs moteurs. L'inflation est estimée à 4,5% pour 2022 supérieure à la norme communautaire (3%). La crise en Ukraine a perturbé les chaînes d'approvisionnement et s'est répercutée sur les importations (énergie, blé). Le dérèglement climatique s'y ajoute et perturbe l'activité agricole - avec pour conséquence une volatilité des prix de certaines denrées. La situation sécuritaire liée au terrorisme impacte le commerce transfrontalier, notamment pour les produits de première nécessité, comme la viande.

En mars 2022, le Gouvernement a pris des mesures, dont la subvention partielle des produits pétroliers et le plafonnement des prix de produits alimentaires et, en août, la revalorisation salariale des fonctionnaires. Il a aussi lancé la deuxième phase du Programme social (PSGouv) 2022-2024 pour une meilleure redistribution via des infrastructures économiques et sociales et un soutien aux plus vulnérables. La réunion du Groupe consultatif des bailleurs du PND 2021-2025, tenue à Abidjan en mai 2022, a débouché sur un niveau record de 25,6 milliards de dollars de promesses de financements.

C'est dans ce contexte que le SNUD a poursuivi son appui au pays. Un programme conjoint de 50 millions de dollars visant à soutenir la région du Nord-Est a été approuvé par le Comité Directeur Conjoint 2022. Les deux groupes thématiques du CCDD sur la cohésion sociale et les droits de l'Homme ont été mobilisés pour des activités de plaidoyer et opérationnelles accrues en vue de faire avancer l'ODD 16 qui vise à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives.

Le plan d'urgence inter-agences a été révisé, avec l'OCHA, pour tenir compte de l'afflux de réfugiés. Le processus du Rapport National Volontaire (VNR), qui a confirmé les progrès vers plusieurs ODD, a été mené avec le SNUD. Enfin, au titre du Cadre National de Financement Intégré des ODD (INFF en anglais), une analyse a été menée, proposant de mettre les ODD au centre des processus de planification et de budgétisation et d'exploiter les ressources du pays à cette fin.

POPULATION



29.4 million

48%
de femmes

75,6%
de moins de 35 ans

47,5%
de ruraux



6,8 %
Croissance



4,5%
Inflation



25,6 milliards
de dollars
de promesses
de
financements
du PND
2021-2025



52 millions
de dollars
du Programme
conjoint
Résilience
Nord-Est du
SNUD

NUTRITION



23%

des enfants de
moins de 5 ans
ont un retard de
croissance



8%

des enfants de
moins de 5 ans
souffrent de
malnutrition
aiguë



57,7%

Taux net de
fréquentation
scolaire primaire



87,3%

Taux brut de
fréquentation
scolaire



10%

Proportion
d'enfants ayant
accès
au préscolaire



1,6 million
d'enfants
non
scolarisés

ENVIRONNEMENT



100 000 Kt eqCO2
Émissions
annuelles
d'équivalent
dioxyde de
carbone



385
décès
maternels pour
100 000
naissances
vivantes



84%
des
accouchements
sont assistés
par un
personnel de
santé qualifié



47,2%
ménages ont
accès à des
toilettes
améliorées



61,8%
ménages ont
accès à l'eau
potable

ÉGALITÉ DES GENRES



54,08%
Taux de
participation des
adolescentes et
jeunes filles
(15-24 ans)
à la vie active



49%
Taux d'emploi
des femmes
dans le secteur
informel



14,97%
Taux de
participation des
femmes au
Parlement.
12,91%
Assemblée
Nationale
20,42%
Sénat















Participation
des femmes
aux Collectivités
locales :
8,46%
de Maires
3,22%
de Présidentes
de Conseil
Régional



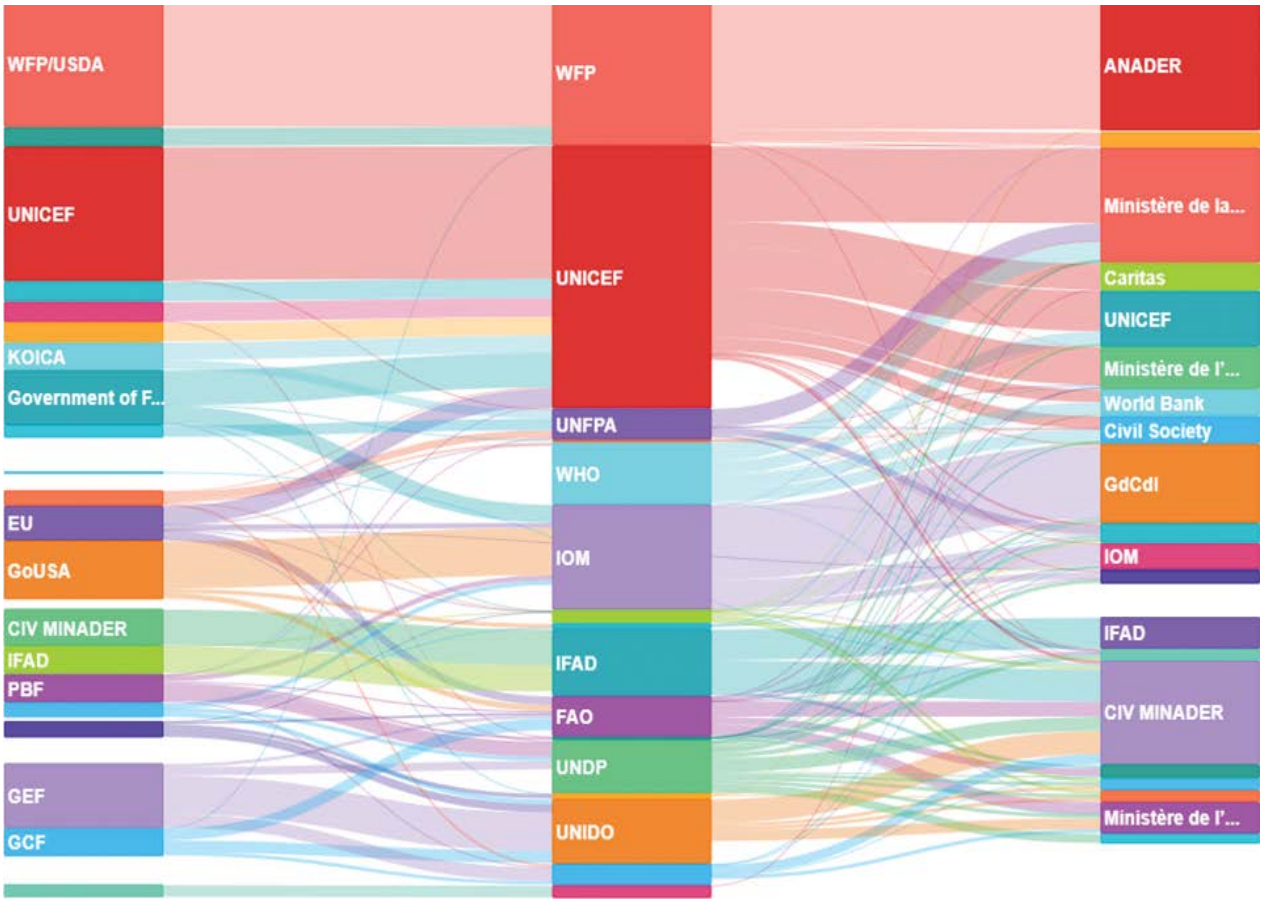
96%
des violences
sexuelles et
des mariages
forcés commis
sur les
personnes de
sexe féminin

SOUTIEN DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Groupe de Résultats	Indicateurs	
GR1	 5 170 Petits producteurs ont eu accès à des infrastructures agricoles durables et de qualité	 92 Organisations rurales et gouvernementales formées à la conception de politiques pour une meilleure productivité agricole
GR2	 159 MPME ont innové en intégrant les principes de la RSE dans leurs politiques commerciales	
GR3	 13 570 Jeunes ont bénéficié de programmes d'acquisition de compétences et d'apprentissage de vie	
GR4	 8 Politiques nationales sur la santé publique élaborées et adoptées avec le soutien des Nations Unies	 21 204 Personnes ont eu accès à des services d'eau potable sûrs et disponibles
		 3 Politiques nationales de protection sociale révisées ou adoptées avec le soutien le soutien des Nations Unies
GR5	 70 484 AGR installées	
GR6	 315 Entreprises dirigées par des femmes avec un rendement et des revenus améliorés grâce au soutien des Nations Unies	 7 603 Filles et femmes assistées pour des cas de VBG
GR7	 1 918 Initiatives communautaires de protection environnementale et de gestion durable des ressources	 115 Hectares de forêts dégradées réhabilitées et restaurées



Aperçu du lien entre partenaires financiers – agences du SNUD – partenaires d’implémentation (<https://cotedivoire.un.org/fr/sdgs>)



Fonction QCPR Nbre Initiatives



RÉSULTATS DE L'APPUI DU SNUD AUX PRIORITÉS NATIONALES



AGRICULTURE DURABLE



RELEVER LES DÉFIS POSÉS PAR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La mangue est une source importante de revenus en Côte d'Ivoire, qui exporte chaque année 30 000 tonnes vers l'Europe. Les changements climatiques portent préjudice aux petits producteurs de mangues, qui perdent parfois plus de 70% de leurs récoltes, voire la totalité. La sécheresse dégrade la qualité des fruits, que les mouches peuvent facilement rendre invendables.

Pour aider ces petits producteurs, le Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles, financé par le FIDA, les forme à des techniques simples pour empêcher les mouches de se reproduire. Cette méthode biologique consiste à attacher des boîtes jaunes aux branches des manguiers. Des boîtes rondes contiennent un produit qui attire et piège les mouches mâles, alors que des boîtes carrées piègent les femelles. Le programme forme aussi les producteurs à la conservation des sols et de l'eau, à partir de systèmes reposant sur l'agriculture de conservation et la construction de demi-lunes pour contenir l'eau de pluie autour des manguiers.

« Les autres villageois se sont moqués de nous lorsque nous avons perdu toute notre production à cause des attaques de mouches. Ils nous disaient : 'Au lieu de planter des anacardières, vous avez planté des manguiers pour exporter vos récoltes. Maintenant, vous n'avez aucune mangue à exporter ou à manger' », raconte Korona Yéo Tio, productrice de mangues du village de Kakologo. « Grâce au soutien du PADFA, nous avons commencé à récolter les fruits de nos efforts. Nous vendons désormais nos mangues à des entreprises qui les exportent vers l'Europe : 30% des mangues vendues sur le marché européen viennent de Côte d'Ivoire. Mon rêve est de les exporter vers l'Europe sans intermédiaire. » Le PADFA vise à renforcer les activités après récolte (conditionnement, entreposage, transformation et commercialisation) de trois filières stratégiques : riz, légumes et mangues. Il couvre les régions de la Bagoué, du Gbêkè, du Hambol, du Poro et du Tchologo, où la production est faible.



2 400 ha de sites agricoles aménagés



Distribution de semences de riz et autres intrants à plus de **20 000** paysans



Une étude de faisabilité réalisée pour la création de l'unité industrielle, de **10 stations** de conditionnement et de **7 nouvelles unités** de séchage de mangue



+11,8 M dollars alloués à l'agriculture dans le cadre des ODD (1, 2, 7, 8, 9, 10, 12)

SOUTIEN À LA PRODUCTION AGRICOLE

Plusieurs initiatives du SNUD ont contribué à soutenir le pays dans sa transformation économique, notamment agricole. A travers le Projet d'appui au développement des filières agricoles (PADFA), dans le Nord, le FIDA soutient les interprofessions Mangues, Riz et Légumes avec une marque, « Terr Ivoire », et des études pour ces filières pourvoyeuses d'emplois. Il s'agit, entre autres, d'une étude de faisabilité pour la création d'une unité de transformation de mangues, de dix stations de conditionnement et de sept unités de séchage de mangues, d'une étude pour des décortiqueuses et d'une mini-rizerie. Ce qui a permis de traiter 20 000 ha et de référencer 17 800 ha de vergers de manguiers pour 4 000 paysans.

Aussi, 40 tonnes de semence de riz ont été produites et 8 groupes de femmes (soit 300 personnes) ont reçu des équipements d'élevage, améliorant leur production. Par ailleurs, et pour accompagner les programmes visant à faire face au COVID-19, plus de 28 000 agriculteurs ont reçu semences, produits phytosanitaires, engrais et outillages.

Le soutien de l'ONU à la culture cacaoyère s'est aussi traduit par la contribution de la FAO, dans trois régions du Sud du pays, à la restauration de 163 ha de parcelles dégradées au profit de 160 producteurs incluant 86 femmes et à la conservation en systèmes agroforestiers de 843 ha pour 555 producteurs dont 289 femmes.

Via cette initiative, deux coopératives de cacao biologique, équitable et durable ont été créées à Azaguié (Agnéby-Tiassa) et Ketesso (Sud-Comoé), tout comme une coopérative féminine de cacao conventionnel à Blasso (région de la Mé).

SOUTIEN AU RENFORCEMENT DES CHAÎNES DE VALEURS AGRICOLES

Des petits producteurs de 53 groupements du Nord, Nord-Est et Ouest ont reçu du PAM des intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) pour la production (riz, haricots) et des équipements. Ils ont été encadrés pour la gestion coopérative, pour les plans de campagnes, et ont reçu cinq systèmes d'irrigation solaire pour la contre-saison.

Un appui à la gestion post-récolte a également été apporté (transport, stockage, conservation, transformation et commercialisation) pour la construction de deux magasins de stockage de 50 millions de tonnes (Mt) dans deux villages, la formation de 26 femmes aux métiers de la meunerie (blé) et à l'hygiène dans le processus de transformation, ainsi que la fourniture de 2 moulins, 2 décortiqueuses et 2 batteuses-vanneuses à 4 groupements. Les groupements bénéficiaires ont cultivé 110 ha et produit plus de 450Mt de denrées alimentaires - dont 34Mt pour les cantines scolaires. La commercialisation de 371,5 Mt de produits agricoles, pour 85 000 000 FCFA, a été facilitée par un partenariat avec la plateforme de vente groupée du Bureau de vente des producteurs (BVP).



INDUSTRIALISATION



L'INDUSTRIE 4.0 POUR PROMOUVOIR LA COMPÉTITIVITÉ ET L'INNOVATION DES PME

La transformation numérique de l'économie ivoirienne constitue avec l'industrialisation et le développement de clusters, l'un des piliers du Plan national de développement (PND) 2021-2025, avec comme enjeu, l'accélération de la transformation structurelle de l'économie. Avec son nouveau projet « Employment4Youth - L'Industrie 4.0 », l'Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel (ONUDI) ambitionne de soutenir les entreprises manufacturières en créant le cadre de l'émergence d'une industrie 4.0 en Côte d'Ivoire. « L'industrie 4.0 peut être un instrument efficace pour promouvoir la compétitivité et l'innovation pour les entreprises ivoiriennes notamment les PME et au final favoriser l'emploi des jeunes. Elle vise à faire bénéficier aux industries ivoiriennes des progrès rapides des technologies numériques et convergentes associés à la quatrième révolution industrielle (4IR ou industrie 4.0) », a expliqué le Représentant résident de l'ONUDI, Tidiane Boye, au lancement de cette initiative mise en œuvre par les ministères du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME et celui de la Communication et de l'Economie numérique avec l'assistance technique de l'ONUDI. Implanté en Côte d'Ivoire et en Tunisie, le projet s'articule autour de plusieurs composantes notamment dans l'environnement commercial amélioré et propice à la création d'emplois et à l'adoption de technologies et de méthodes 4IR au sein des chaînes de valeur et des secteurs prioritaires ; mais également autour de la création d'une usine SMART pour l'adoption et l'intégration de la technologie 4.0 dans le secteur industriel, en Tunisie (la Côte d'Ivoire bénéficiera des formations et du renforcement des capacités/services offerts par cette usine en Tunisie); de développement d'une capacité de formation dédiée aux connaissances I4.0 dans les centres professionnels, les universités et les écoles de commerce; de l'établissement et le renforcement des institutions et des centres 4.0 pour le partage de la formation, des connaissances, de l'expérience et des activités; de pilote sur l'adoption et l'exploitation des technologies 4.0 dans un nombre sélectionné d'entreprises.



200 jeunes formés à la digitalisation



Une **étude** poussée pour le « Livre Blanc sur l'industrialisation »



25 entreprises renforcées dans le digital



+9 M dollars dépensés dans le cadre des ODD (1, 2, 7, 8, 9, 10, 12)

APPUI SOFT POUR L'ACCÈS DES PME/PMI AUX OPPORTUNITÉS TECHNOLOGIQUES, D'INNOVATIONS ET DE FINANCEMENTS

L'appui-conseil de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) au Gouvernement, dans le cadre de l'élaboration du « Livre Blanc de l'industrialisation de la Côte d'Ivoire », a permis de réaliser une étude diagnostique sur ce point économique crucial. Les services de conseil ont aussi porté sur l'élaboration d'une feuille de route structurée indiquant clairement les programmes d'urgence et les mesures structurantes à mettre en œuvre ainsi que le mécanisme de mise place des différentes mesures identifiées. Le déploiement de cette feuille de route devrait permettre au pays de tripler son PIB manufacturier à l'horizon 2027, de faire passer de 12 à 15 % la part du manufacturier dans le PIB, de générer plus de 237 000 emplois et d'améliorer la coopération Sud-Sud. Ce document a relevé 21 initiatives nécessaires à l'industrialisation du pays.

Grâce à la vulgarisation auprès du Gouvernement de l'approche Planification Communautaire Participative (PCP) des clusters, le SNUD contribue à éliminer les obstacles aux actions collectives des PME/PMI dans plusieurs secteurs, dont l'agro-industrie, l'industrie pharmaceutique, l'emballage, le textile, les matériaux de construction ou encore l'automobile.

Le SNUD a aussi aidé à accroître l'emploi, les revenus et les conditions de travail des jeunes en façonnant et en consolidant un écosystème d'économie numérique. La promotion de l'industrie 4.0 a favorisé des changements et l'initiative Industrie 4.0 a permis à 200 jeunes d'acquérir une expérience. Environ 300 personnes auront ainsi un meilleur accès à des stages et à l'apprentissage, tandis que 25 entreprises amélioreront leur digitalisation.

Le SNUD a poursuivi le renforcement du cadre légal des PME/PMI, en appuyant l'élaboration de 10 textes réglementaires et institutionnels pour formaliser le secteur des Déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE) et des Véhicules en fin de vie (VfV).

SOUTIEN AU RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES INSTITUTIONS ET FAITIÈRES D'ENCADREMENT DES PME/PMI

Avec la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), l'ONUDI a organisé un voyage d'étude technique et commercial à Singapour et en Malaisie, pour mener une étude comparée entre Côte d'Ivoire et pays d'Asie du Sud-Est. Ce voyage a permis de renforcer les compétences de la CGECI dans l'encadrement du secteur privé.

Dans le cadre du projet FOLUR (Food systems, land use and restoration), l'ONUDI, la FAO et le PNUD poursuivent leurs efforts pour aider le Gouvernement à accélérer la traçabilité du cacao et renforcer les structures d'encadrement ; ce qui devrait bénéficier aux différentes parties prenantes de la chaîne de valeur mondiale du cacao (données sur la sécurité, la provenance, la traçabilité, la transparence, le transport, la certification).

SOUTIEN AUX PME/PMI POUR UN SECTEUR PRIVÉ PLUS COMPÉTITIF

Les entreprises de la mobilité électrique ont bénéficié d'un appui du SNUD pour l'innovation et le transfert de technologies en matière d'énergie durable. Cette aide a consisté à transférer aux PME/PMI, à des institutions du secteur privé ou sous la tutelle des ministères techniques, une méthodologie de travail et un partage des modèles concrets. Aussi, des appuis éco-technologiques ont été apportés à des entreprises à Abidjan pour réduire les émissions de celles qui polluent le plus.



ÉDUCATION DE BASE ET ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE



LES CARRIÈRES N'ONT PAS DE GENRE !

« Toute petite, j'aimais toucher aux appareils électroniques et bricoler. Je rêvais d'étudier l'électronique. Mais on m'a toujours dit que c'était réservé aux hommes. J'y suis finalement arrivée ! » Ruth Maka est étudiante en Sciences et Technologies à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, à Abidjan. Via la phase III du projet UNESCO-Fonds-en-dépôt chinois (CFIT), elle bénéficie d'un accompagnement et de sessions pratiques lui donnant la possibilité de se familiariser avec le matériel d'étude et de nourrir sa passion. A travers ce projet pour l'insertion des diplômés, elle bénéficie, avec ses condisciples, de formations pour développer ses compétences grâce à des immersions en entreprise et des formations à la recherche d'emploi. Outre la Côte d'Ivoire, la phase III d'UNESCO-CFIT couvre cinq autres pays africains (Éthiopie, Gabon, Sénégal, Tanzanie et Ouganda). Ses bénéficiaires incluent les établissements d'enseignement supérieur et les étudiants inscrits à des programmes d'enseignement technique supérieur. Aujourd'hui, Ruth se fait l'apôtre d'un message d'encouragement pour les filles désirant embrasser des carrières scientifiques. Car les carrières n'ont pas de genre !



159 salles de classe construites



+12 M de dollars dépensés dans l'éducation de base dans le cadre des ODD (2, 3, 4, 6, 8)



1 500 tonnes de vivres distribués en cantines scolaires



2,5 millions de jeunes formés à l'Education complète à la sexualité, à la santé et à la vie saine (ECS/ESVS)

APPUI À L'OFFRE DES SERVICES D'ÉDUCATION ET D'ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE

En 2022, l'UNICEF a construit 159 salles de classe en briques plastiques recyclées, permettant de scolariser 8 000 enfants.

La qualité des apprentissages des élèves du primaire est restée une priorité du SNUD qui a concentré ses interventions sur le renforcement des capacités des enseignants et autres acteurs pédagogiques, la dotation en matériels aux structures et aux enfants, les actions de remédiation au bénéfice direct des apprenants.

Afin de renforcer les apprentissages fondamentaux, 1 104 acteurs de la chaîne pédagogique ont été formés et 142 écoles équipées en matériel pédagogique. Des outils d'autoapprentissage ont été distribués à 153 972 enfants (primaire et secondaire), de même que des kits ont été remis à 2 160 élèves du préscolaire et 42 487 du primaire.

Plus de 196 700 jeunes, via l'application « Hello Ado » de l'UNESCO, et 2 238 857 autres apprenants (en salles) ont pris part à la sensibilisation et à la formation à l'Éducation complète à la sexualité (ECS)/l'éducation à la santé et à la vie saine (ESVS).

En 2020, en raison du besoin d'assurer les enseignements lors de la fermeture des écoles pour cause de crise sanitaire, un programme digital, intitulé « Mon école à la maison » et initié par le Ministère de l'Éducation Nationale, avait bénéficié du soutien de l'UNICEF. En 2022, le SNUD a continué cet engagement via le projet expérimental « La Dictée du jour » via les messageries WhatsApp et Telegram auprès de 494 établissements (254 écoles « PNAAF » et 240 établissements témoins). Ce projet a été suivi par 28 908 élèves et a permis d'améliorer les compétences de 2 940 enseignants, la finalisation des contenus ainsi qu'une mise en ligne sur « Mon école à la maison » ou encore la création d'une bibliothèque de Ressources éducatives libres (REL), avec le soutien de l'UNESCO. D'autre part, l'UNESCO accompagne également l'exploitation pédagogique des ressources éducatives numériques dans des environnements sans Internet pour 4 établissements de filles et 21 autres mixtes du secondaire général ciblés sur le territoire. Ce sont 56 925 élèves bénéficiaires dont 53,77% de filles, avec une option pour la promotion des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (STIM).

Par ailleurs, le SNUD a contribué à créer 30 espaces EDUC-Girl Council (hygiène, violences basées sur le genre, grossesses précoces) avec la participation de près de 3 700 filles de 10 à 18 ans. Le projet a permis de sensibiliser 3 746 personnes sur l'éducation des filles et de renforcer les compétences sur le genre des directions du Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation.

Pour consolider le Programme national d'alimentation scolaire, le PAM a distribué près de 1 500 tonnes de vivres aux cantines au bénéfice de plus de 125 000 enfants dont 64 000 filles dans 613 écoles. Enfin, 55 conseillers et 108 nouveaux gérants de cantines scolaires ont bénéficié d'un renforcement de leurs compétences en nutrition et en cuisine. Une contribution qui s'est aussi traduite par la construction de 75 foyers améliorés au profit des écoles de cinq régions du Nord.

SOUTIEN POUR L'ACCROISSEMENT DE LA DEMANDE D'ÉDUCATION

Pour renforcer l'implication des communautés, des campagnes de sensibilisation ont été menées auprès de 50 000 membres des communautés et de 500 membres d'associations et leaders religieux.

L'UNFPA a également distribué des bourses d'études, des kits scolaires et d'hygiène menstruelle à 4 297 filles des cycles d'études primaire et secondaire en situation de vulnérabilité ou issues de ménages défavorisés. Quinze groupes de femmes ont eu un appui aux AGR afin de soutenir la scolarisation de leurs filles. Des sessions de communication intergénérationnelle (groupe de dialogues parents-enfants) ont été facilitées afin d'impulser le changement social et comportemental. Le soutien du SNUD à la promotion de la scolarisation et du maintien des filles à l'école a aussi permis d'engager 150 communautés dans la lutte contre les mariages d'enfants et les mutilations génitales.

SOUTIEN À L'ALPHABÉTISATION ET À L'ÉDUCATION ALTERNATIVE

Le SNUD a accompagné des initiatives favorisant le développement de formations courtes et d'offres alternatives, en collaboration avec des ministères tels que celui de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ou de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. L'appui du SNUD a permis d'insérer 13 570 enfants (50% de filles) hors du système et de former au langage des signes 60 enseignants et 110 travailleurs sociaux. Ce soutien s'est traduit par un programme intersectoriel d'appui individuel pour 1 000 filles, le renforcement des compétences de 25 personnes venues de ministères et d'ONG sur le numérique en alphabétisation fonctionnelle ainsi que l'alphabétisation fonctionnelle de 400 commerçantes.





SERVICES SOCIAUX DE BASE



« 2 HEURES POUR LA VIE » OU GARANTIR L'ACCÈS À DES SERVICES DE SANTÉ MATERNELLE POUR SAUVER DES VIES DE MÈRES

En Afrique subsaharienne, pour 100 000 naissances vivantes par an, 534 femmes meurent de complications pendant la grossesse, l'accouchement ou juste après la naissance - pour une moyenne mondiale de 211 décès. Pour améliorer l'accès aux Soins obstétricaux et néonataux d'urgence (SONU), l'UNFPA, avec les gouvernements du Togo, du Bénin et de la Côte d'Ivoire, et la firme pharmaceutique Takeda, a lancé en 2022 le projet « 2 Heures pour la Vie ».

En Côte d'Ivoire, la région pilote de cette initiative est le Gbéké, où un réseau de sept maternités à Bodokro, Sakassou, Béoumi, Bouaké et Ayaou-Sokpa fournit des soins de qualité, notamment pour la prise en charge des complications obstétricales ou néonatales à moins de 2 heures de route de l'accouchement « Puisqu'il est évitable de mourir en donnant la vie, un décès pendant une grossesse, ou en couche, est un drame. Et nous savons que les pays d'Afrique subsaharienne sont les plus touchés par les décès maternels, alors que la période de la grossesse doit être une expérience heureuse », affirmait ainsi un haut fonctionnaire de l'UNFPA au lancement de l'initiative en 2022, à Bouaké.

En connectant les réseaux communautaires au système de référence régional pour accéder à un niveau de soins adéquat en deux heures, en cas de complications, ce projet doit permettre de sauver la vie de 518 100 femmes et celle de 492 500 nouveau-nés de Côte d'Ivoire, du Togo et du Bénin d'ici à 2026.



2 838 agents de santé communautaire formés en santé maternelle



19 655 cas de malnutrition aiguë sévères détectés et pris en charge



6 823 494 enfants de moins 5 ans ont reçu une première dose de vitamine A



Plus de **17 000** personnes dont **6 500** réfugiés ont désormais accès à l'eau potable dans 3 régions du Nord

Pour l'élaboration de documents stratégiques et normatifs, l'appui du SNUD à travers l'OMS, l'UNFPA et l'UNICEF a permis au pays de disposer du premier volet du Plan National de Développement Sanitaire 2021-2025. Ce programme met en avant des standards de performances globales en santé maternelle, néonatale et infantile et en planification familiale, une cartographie dynamique des interventions dans la santé maternelle, un plan d'action et un engagement du pays pour éradiquer le Sida chez les enfants en 2030.

SOUTIEN AUX SERVICES DE SANTÉ MATERNELLE, NÉONATALE ET INFANTILE

Au plan du renforcement des capacités des acteurs nationaux, le SNUD, à travers l'OMS et l'UNFPA, a soutenu (i) la révision et la consolidation des modules de formation des cadres de santé pour l'opérationnalisation des Régions et des Districts, (ii) la formation de 679 prestataires de santé et 2 838 agents de santé communautaire pour la santé de la mère et de l'enfant et la planification familiale, (iii) le renforcement des capacités de 453 prestataires de santé pour la prévention, le diagnostic précoce et la prise en charge des cas de fistules obstétricales avec pour effet la prise en charge médicale de 361 femmes porteuses de fistule obstétricale, (vi) le renforcement des capacités de 289 gestionnaires de pharmacies sur la quantification des produits de santé.

Le SNUD a fourni aux services nationaux de santé des équipements pour 207 structures du réseau national des maternités offrant des soins obstétricaux néonataux d'urgence, des médicaments pour la prise en charge de 3 773 personnes usagères de drogues, du matériel roulant, des réactifs de laboratoire, 2 100 000 comprimés de Sulfadoxine Pyriméthamine, 251 395 moustiquaires imprégnées pour lutter contre le paludisme ou encore 18 837 300 doses de vaccin contre le COVID-19 (Initiative Covax).

SOUTIEN AUX SERVICES DE SANTÉ NUTRITIONNELLE

L'appui du SNUD a permis d'améliorer l'ancrage et la gouvernance de la nutrition à travers plusieurs axes : élaboration d'un plan stratégique multisectoriel de nutrition ; mise en place de la plateforme nationale multisectorielle d'information ; fortification du riz (« Codex Alimentarius ») ; législation sur la commercialisation des substituts au lait maternel.

L'Équipe-Pays a poursuivi son appui pour consolider les structures socio-sanitaires à travers le renforcement des capacités de 2 500 prestataires en matière de nutrition et de développement de la petite enfance ainsi que l'équipement de 500 Foyers de renforcement des activités de nutrition communautaires et de 35 centres sociaux. Les interventions du SNUD ont aussi permis à 6 823 494 enfants de 6 à 59 mois de bénéficier d'une première dose de vitamine A et de prendre en charge 19 655 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère. Enfin, plus de 380 000 ménages ont bénéficié de conseils en matière de nutrition des jeunes enfants.



18 837 300 de doses de vaccin contre la Covid-19 dans le cadre de l'Initiative COVAX



6 368 petits producteurs de cacao ont bénéficié d'une couverture santé



35 203 pères et mères formés à l'éducation parentale

SOUTIEN À UNE FOURNITURE DE SERVICES D'EAU-HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT (WASH) DE QUALITÉ ET INNOVANTS

Le renforcement de l'environnement institutionnel du secteur WASH s'est poursuivi avec l'UNICEF à travers un appui technique et financier par : (i) l'élaboration de la Stratégie nationale de l'assainissement en milieu rural (SNAR) et son plan opérationnel budgétisé ; (ii) l'élaboration d'un plan de contingence national pour une meilleure coordination, préparation et réponse aux urgences humanitaires dans le domaine du WASH ; (iii) la mise en place de deux groupes sectoriels WASH urgence régionaux à l'Ouest et au Nord pour une meilleure coordination de la préparation et réponse aux urgences dans ces régions ; (iv) l'élaboration du manuel national de procédures de mise en œuvre de l'Assainissement total piloté par la communauté (ATPC).

Les interventions du SNUD ont aussi contribué à assurer l'accès aux services d'eau de base à au moins 6 433 réfugiés du Burkina Faso et 10 837 personnes supplémentaires (dont 5 180 femmes) dans les régions de Tchologo, Bounkani et Bagoué. Plus de 10 367 élèves, dont 4 823 filles, dans 24 écoles primaires, ont eu accès à des latrines séparées équipées d'installations pour se laver des mains.

En lien avec l'assainissement, 137 000 personnes, (65 500 femmes) dans 171 communautés ont arrêté la défécation à l'air libre et 51 300 d'entre elles (25 600 femmes) ont désormais accès aux services d'assainissement de base.

SOUTIEN AUX ACTIONS DE PROTECTION DES ENFANTS CONTRE LA VIOLENCE ET À LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS

Le SNUD a contribué à renforcer la gouvernance de la protection des enfants par l'élaboration du plan stratégique de l'Inspection du travail dans le secteur du café et du cacao, avec un accent sur la lutte contre le travail des enfants dans la région de la Nawa et un appui à l'élaboration de l'Annuaire Statistique du Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant.

Les interventions du SNUD ont contribué à renforcer la capacité des structures de première ligne dans la protection des enfants grâce à la formation de 93 magistrats et personnels de la police judiciaire sur les nouvelles dispositions alternatives à la privation de liberté et d'une quinzaine de représentants de l'administration du travail sur l'approche Work Improvement in Neighbourhood Development (WIND), un programme de formation en sécurité, santé et amélioration des conditions de travail. Deux nouveaux services de protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse ont été créés à Aboisso et M'Bahiakro et sept autres équipés, de même que 13 structures sociales dans 5 régions dont les capacités ont été renforcées pour la gestion de cas des enfants victimes de violences, d'abus et de négligence.

Aussi, 30 comités de protection de l'enfant (Programme conjoint PBF en lien avec les services sociaux formels) ont été mis en place dans le Nord pour renforcer l'identification des cas, le système d'alerte et la prévention des formes de violence, d'abus et d'exploitation. Ainsi 564 enfants ont été pris en charge par les services sociaux.



+44,7 M dollars alloués aux services sociaux dans le cadre des ODD (2, 3, 4, 6, 8)



679 prestataires de santé formés en santé maternelle et planification familiale



207 maternités du réseau national des soins obstétricaux et néonataux d'urgence renforcées

SOUTIEN À LA PROTECTION SOCIALE DES PERSONNES VULNÉRABLES

La contribution du SNUD a été de renforcer les capacités des acteurs pour l'organisation des travailleurs de l'économie informelle (vendeuses maraîchères, travailleuses domestiques) et d'apporter des réponses en matière de protection sociale, notamment pour des soins de santé à travers la Couverture Maladie Universelle (CMU).

Le SNUD a collaboré avec la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) pour étendre la CMU aux petits exploitants agricoles du secteur du cacao, ce qui a permis à 6 368 d'entre eux de bénéficier d'une protection sociale.

Dans le cadre de l'appui à la protection sociale en rapport avec le VIH/Sida, une analyse de faisabilité de la prise en compte des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH) dans les mécanismes actuels de protection sociale, y compris l'extension de la CMU, a été menée. Une campagne sur la protection sociale en rapport avec le VIH/Sida a été conduite à Abidjan. L'OIT et l'ONUSIDA ont mobilisé des ressources pour sa poursuite dans quatre villes du pays en 2023





PROMOTION DE LA JEUNESSE



DE L'OMBRE À LA LUMIÈRE : TIEN LENOU, UNE ENTREPRENEUSE DEVENUE MODÈLE

Comme des milliers de jeunes diplômés, Tien Lenou peine à trouver un emploi. Pour engranger des petits revenus, elle rejoint sa tante qui vend des produits vivriers au grand marché d'Abobo, à Abidjan. « Mon travail consistait à décharger les camions de leur cargaison de produits vivriers. Puis j'ai eu l'idée de récupérer les invendus des produits des femmes du marché et de les revendre pour augmenter mon salaire, qui était de 40 000 FCFA », explique-t-elle.

De cette expérience lui vient l'idée de la coopérative de vivriers FEIFE. Sans rudiments en gestion et avec une coopérative qui peine à décoller, elle s'inscrit au programme « Gérez Mieux votre Entreprise » (GERME) de l'OIT. « GERME m'a fourni tous les outils de gestion d'une coopérative. J'ai acquis énormément de connaissances, dont l'éducation financière qui me permet de ne pas confondre bénéfices et fonds de roulement. »

Un an après la formation, Tien Lenou passe de la vente de produits vivriers à leur transformation. Depuis, elle « récolte » des prix. « Avec la purée de piment, j'ai remporté en 2018 le prix Alassane Ouattara de l'entrepreneur émergent. En 2019, j'ai eu le Prix de l'entreprenariat féminin décerné par le patronat ivoirien. Puis deux autres en 2020 et 2021. »

Désormais, elle et son équipe construisent leur propre unité de transformation à Alepé, à 50 km d'Abidjan. Elle emploie 20 salariés dont 8 permanents ayant une couverture sociale. « Moi qui cherchais du travail, je suis employeuse. »



2 810 jeunes dont 81,83% de femmes ont bénéficié de kits d'AGR



5 548 jeunes potentiels migrants sensibilisés



1 520 jeunes dont 30% de femmes assistés au retour volontaire



67 000 jeunes formés pour des opportunités d'emploi dans les secteurs porteurs

SOUTIEN INSTITUTIONNEL POUR L'INSERTION SOCIOÉCONOMIQUES DES JEUNES

En 2022, les Nations Unies ont renforcé les services publics de formation et d'emploi des jeunes en matière d'auto-évaluation des systèmes d'emploi-formation, avec la formulation d'un programme appelé « Feuille de route Jobs Facility ».

Le SNUD a poursuivi sa collaboration avec la CGECI à travers le programme « Formalisez votre entreprise ». Un outil sur le processus de formalisation a été mis en ligne sur le site de la CGECI, avec des liens vers les autres structures nationales d'appui aux entreprises. En juin, une équipe de 17 formateurs (Gérez mieux votre Entreprise - GERME), dont 4 femmes de la CGECI et de l'Agence Emploi Jeunes (AEJ), a été formée et a, à son tour, renforcé les capacités de 31 jeunes, dont 13 femmes avec le module « Formalisez votre entreprise ».

SOUTIEN AUX JEUNES DANS L'ACCÈS AUX OPPORTUNITÉS SOCIOÉCONOMIQUES

Le SNUD a accompagné des jeunes, dont des migrants, pour leur insertion dans un emploi formel. Grâce à l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), 2 343 migrants ont été assistés au retour volontaire, et plus de 1 750 migrants de retour et membres de la communauté ont bénéficié d'une assistance en termes d'appui à des AGR, formation, assistance médicale, psychosociale, de rescolarisation, etc.

La Direction de l'Apprentissage et de l'Insertion Professionnelle et l'Institut Pédagogique National de l'Enseignement et de la Formation Professionnelle ont œuvré pour le recours au modèle d'apprentissage de l'OIT en faveur de jeunes de 14 à 17 ans. Les outils suivants ont été validés : (i) quatre référentiels métiers de formation (couture, coiffure-esthétique, menuiserie, mécanique moto) ; (ii) la convention et le contrat d'apprentissage ; (iii) le livret d'apprentissage ; (iv) le guide du formateur ; (v) le guide du maître d'apprentissage.

En outre, 64 000 jeunes (52,2% de femmes et 30% de 13-14 ans) ont bénéficié de formations dans la zone de convergence des programmes de l'UNICEF. Avec le projet « Girl Power », une assistance technique et financière a été fournie pour la mise à échelle du Programme national de service civique auprès des plus vulnérables. Les compétences de 13 entreprises privées et ONG locales ont été renforcées pour travailler auprès des filles vulnérables. Enfin, les actions de UNICEF et de l'UNFPA (projet « EllesRise », Impact Jeunes/Conseil National de la Jeunesse) ont permis d'insérer 500 jeunes femmes vulnérables.

Le PNUD a distribué des kits d'AGR à 2 800 jeunes (81% de femmes) et a renforcé leurs compétences en termes de vie courante, développement personnel, résilience en contexte de crise et d'éducation financière.



417 000 jeunes filles et garçons
ont amélioré leurs compétences
en leadership



+5 M de dollars alloués aux ODD
(5, 6, 8)

SOUTIEN À LA PARTICIPATION CITOYENNE DES JEUNES FILLES ET GARÇONS

En direction des jeunes, les Nations Unies ont renforcé les compétences de vie courante et des actifs sociaux et diffusé des messages pour une migration plus sûre. Une série de 14 campagnes de sensibilisation de masse de l'OIM a permis de toucher 5 548 jeunes potentiels migrants ; 26 activités communautaires ont été organisées dont une participation au Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo (FEMUA). Les volontaires ont été soutenus à ce titre par l'Association pour la Réintégration des Migrants en Côte d'Ivoire (ARM-CI).

L'OIT, la FIFPRO et la Fondation Didier Drogba ont sensibilisé plus de 2 000 jeunes dans les écoles de football d'Abidjan, Daloa, Bouaké, Korhogo et San Pedro sur les risques de l'immigration irrégulière.

L'innovation dans l'éducation complète à la sexualité (ECS) et l'éducation à la santé et à la vie saine (ESVS) en faveur des jeunes et des personnes en situation de handicap s'est poursuivie à travers les plateformes « e-Santé », les « web-camps » et une campagne digitale régionale de l'UNFPA. Au total, 1 228 000 adolescents et jeunes ont vu leurs savoirs renforcés en matière de compétences de vie et d'ECS/ESVS.

Des efforts ont été fournis pour faire entendre les voix des adolescents et des jeunes et faciliter leur participation aux consultations et processus décisionnels au niveau de l'action publique. En 2022, l'UNICEF a permis la participation de 864 jeunes à des plateformes d'échanges et de décisions pour influencer les processus décisionnels. Plus de 400 000 jeunes ont partagé leurs opinions et attentes dans des enquêtes régulières sur des sujets concernant leur vie et communautés et 1 174 000 ont recherché des informations via U-REPORT.

100 jeunes formés comme ambassadeurs de la paix ont sensibilisé 4 000 adolescents et jeunes (51% de femmes) par des messages éducatifs, améliorant leurs savoirs sur la paix et la cohésion sociale.

Avec l'UNESCO, 200 membres d'associations et du Conseil National de Jeunesse (CNJ-CI) ont amélioré leurs connaissances sur les institutions de la République, la promotion des métiers « verts » et ont été sensibilisés sur le rapport entre Homme et Biodiversité. 1 300 étudiants des universités de Daloa, Man, San-Pedro, Abidjan et Bouaké ont aussi reçu une éducation aux médias, notamment sur les fausses informations, pour participer au contrôle de l'action publique.

Avec le soutien de l'UNFPA, une plateforme innovante dénommée « e-association » est mise en place pour l'identification, la géolocalisation et le renforcement des capacités des organisations de jeunesse. En outre, 163 délégations régionales du CNJ-CI ont participé à une compétition inter-régionale en matière d'initiatives en faveur du règlement des problématiques de la jeunesse notamment les droits sur la santé sexuelle et reproductive, la citoyenneté, la participation et leadership, emploi-innovant à travers le projet « Impact Jeunes ».

Plus de 80 jeunes leaders ont été formés sur les principes clés d'engagement citoyen et le leadership des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale à travers une initiative conjointe avec le Département des Affaires Socio-Économique de l'ONU (UNDESA).





ÉGALITÉ DES GENRES



REDONNER DE L'ESPOIR AUX VICTIMES DES MUTILATIONS GÉNITALES FÉMININES

Diénéba Touré est chargée de programme Éducation et Famille à la Fondation Djigui, un partenaire de l'ONU Femmes. Psychologue de formation, elle a fait de la lutte contre l'excision, une pratique répandue au Nord-ouest de la Côte d'Ivoire, sa région d'origine, son cheval de bataille.

« Confrontée pour la première fois aux images des conséquences de l'excision sur les filles, j'ai voulu comprendre pourquoi cette pratique perdurait encore malgré ses ravages sur la santé physique et mentale de ses victimes. En interrogeant des membres de ma famille, j'ai été surprise de constater que la majorité des femmes avaient été excisées. Leur vécu de l'excision représentait des souvenirs si traumatisants que la plupart d'entre elles n'osaient en parler. Une tante dit avoir eu le dos lacéré pendant son excision par la tôle rouillée sur laquelle elle avait été forcée de s'étendre. Une cousine raconte qu'elle a énormément souffert pendant la guérison de la plaie. Aujourd'hui, devenue psychologue, j'écoute de nombreuses survivantes de complications liées aux mutilations génitales féminines (MGF) pour les aider à sortir de leur détresse. J'ai orienté plusieurs d'entre elles vers un spécialiste en chirurgie réparatrice. J'ai également contribué à la mise en œuvre de plusieurs projets de lutte contre les violences basées sur le genre et les MGF, dans le Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, la zone la plus touchée par cette pratique néfaste. Le projet de promotion de l'abandon des MGF dans les départements de Touba et Danané, mis en œuvre grâce au soutien de l'ONU Femmes Côte d'Ivoire et du Fonds Français Muskoka a particulièrement eu des résultats probants. En trois mois, nous avons échangé et sensibilisé près d'un millier de personnes à travers des dialogues communautaires et nous avons pu faire signer un engagement d'abandon des MGF par 16 leaders communautaires incluant des chefs de villages et des guides religieux » s'est réjoui Diénéba Touré.



7 916 cas de VBG pris en charge



259 de groupements féminins appuyés techniquement et financièrement



8 918 femmes appuyées techniquement et financièrement



1 595 femmes et filles formées sur les VBG

Les initiatives du SNUD en 2022 se sont concentrées sur le renforcement des compétences des femmes et des filles, particulièrement en milieu rural et péri-urbain, y compris celles en situation de handicap.

SOUTIEN À L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Le SNUD a contribué au renforcement de 53 coopératives agricoles, comprenant 5 554 membres, dont 80 % de femmes, en matière de vie associative, de leadership et de comptabilité simplifiée, via un programme sur les unités de transformation (moulins multifonctionnels) gérées par des coopératives de femmes. Pour contribuer au maintien des filles à l'école, 301 auditrices des Instituts Féminins d'Education et de Formation (IFEFF) en fin de formation ont été installées dans les domaines respectifs de leurs compétences - pâtisserie et couture notamment. Un appui aux AGR a aussi été apporté à 15 groupements féminins.

Dans le Nord, le PNUD a aussi soutenu la prévention des crises et la consolidation de la cohésion sociale, par un renforcement de la résilience socio-économique des jeunes et des femmes. Ainsi, 3 264 femmes ont vu leurs capacités de production, de transformation et de commercialisation améliorées. Et 106 PME dirigées par des femmes ont été montées, via des appuis innovants.

ONU FEMMES a lancé une initiative pour soutenir 322 coopératives féminines dans le secteur du vivrier. Avec ce projet déployé sur 7 régions (Tchologo, Poro, Bounkani, Folon, Bagoué, Gbêkê, Tonkpi), 180 femmes présidentes de coopératives ont été formées à la gestion financière leur permettant à elles et à leurs adhérentes d'être informées sur les chaînes de valeurs agricoles et des opportunités de financement. Cette initiative comporte une plateforme numérique « Buy From Women » reliant les agricultrices à l'information (cours des produits, marché, etc.), aux acheteurs et aux financements.

Via l'initiative « Appui aux femmes et filles réfugiées et rapatriées pour l'accès à l'éducation, à un abri décent, aux moyens de subsistance et à l'emploi » soutenue par le HCR, 91 rapatriées ont bénéficié d'un financement de leurs AGR sous forme individuelle, de groupes ou associations, pour diverses activités commerciales.



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



NATIONS UNIES
DROITS DE L'HOMME
HUMAN RIGHTS COMMISSION



Organisation
internationale
du Travail



UN WOMEN
United Nations Entity for Gender Equality
and the Empowerment of Women



ONUSIDA



WFP
Programme
Alimentaire
Mondial



PN
UD



UNHCR
Agence des Nations
Unies pour les réfugiés



unicef
pour chaque enfant



7 institutions gouvernementales ou communautaires formées pour la prévention et la prise en charge des VBG



+5,7M dollars dépensés dans le cadre des ODD (1, 4, 5, 6, 8)

SOUTIEN À LA LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS DE GENRE, VIH/SIDA ET VBG

En 2022, 300 acteurs nationaux et 33 structures nationales de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) ont eu respectivement leurs capacités techniques et matérielles renforcées par le SNUD pour une réponse holistique aux VBG. 7 916 cas ont été pris en charge par ces structures soutenues par le SNUD dont 1 198 cas de viols et 182 mariages forcés.

Un appui au renforcement des compétences de la CGECI a aussi été apporté à la « Lutte contre la violence et le harcèlement dans le monde du travail », notamment via la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement en milieu professionnel et sa recommandation 206. Cette aide a débouché sur une feuille de route pour « un monde du travail sans violence ni harcèlement » en Côte d'Ivoire.

Pour faciliter la phase pilote du Plan national pour l'abandon des mutilations génitales féminines, ONU FEMMES a soutenu la Caritas et la Fondation Djigui, dans le Nord-Ouest et l'Ouest, pour un dialogue avec 120 guides religieux, chefs traditionnels, ex-exciseuses et responsables d'associations dans 15 communautés.

Dans le cadre de la protection de l'enfant, 46 500 personnes (dont 26 000 femmes) ont été sensibilisées par des travailleurs sociaux aux VBG. Une centaine d'adolescentes et de jeunes filles-mères déscolarisées ont bénéficié de formations et d'un suivi psycho-social avec un accompagnement pour obtenir leurs documents administratifs. ONUSIDA a formé 70 membres des réseaux de Personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et de populations clés (travailleurs du sexe, hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, usagers de drogues, transgenres) issus de 62 ONG. Cette formation sur les droits humains, le VIH et la lutte contre la stigmatisation et les discriminations (S&D) a permis d'élaborer 10 plans d'action régionaux au profit des communautés et des centres de santé. 31 membres des institutions étatiques (Sénat, Assemblée Nationale, Primature, Commission Nationale des Droits de l'Homme, ministères techniques) en ont également bénéficié et se sont engagés pour la promotion des droits humains et la lutte contre la S&D liées au VIH.

Avec l'appui d'ONUSIDA à la société civile, les modules de formation sur les droits humains et le VIH sont désormais intégrés dans les programmes de formation des études en Droit.

Le soutien de l'UNFPA a permis à 150 communautés de s'engager publiquement dans la lutte contre les VBG (abandon des mariages d'enfants et des mutilations génitales féminines). De plus, 165 organisations de femmes ont été renforcées dans les domaines de la santé reproductive, la planification familiale, les violences basées sur le genre et les droits humains pour faire reculer les VBG et accroître la généralisation de la demande en matière de santé de la reproduction.

Un centre d'accueil et d'hébergement d'urgence des victimes de VGB est désormais ouvert à Bouaké avec des capacités renforcées. Cet appui au Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant est mis en œuvre à travers le programme conjoint PNUD/ONU FEMMES pour la gestion du développement local et la sécurité humaine dans la région du Gbêkê. Ce ministère a bénéficié de l'appui technique du SNUD dans la réforme des Instituts de Formation et d'Éducation Féminine (IFEFF) afin de développer des modules sur les droits à la santé sexuelle et reproductive, les infections sexuellement transmissibles, le VIH/Sida et les VBG.





GESTION DES RESSOURCES NATURELLES



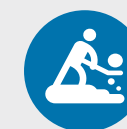
“L'INITIATIVE D'ABIDJAN”, UN PROGRAMME DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE SOUTENU PAR LES NATIONS UNIES

En Côte d'Ivoire, 60% du couvert végétal ivoirien est menacé par la dégradation des terres et des forêts. Pour créer les conditions d'une durabilité environnementale, la Côte d'Ivoire a adopté en 2022 "l'Initiative d'Abidjan" ("Abidjan Legacy Programme" en anglais), un programme de gestion durable des sols et de restauration des écosystèmes forestiers articulé autour de quatre composantes: la lutte contre la déforestation et l'engagement pour la restauration des forêts ; l'amélioration de la productivité agricole ; l'intégration des filières agricoles dans des chaînes de valeurs mondiales plus durables ; et l'identification des chaînes de valeur du futur résistantes au changement climatique et respectueuses des sols.

Ce programme qui prévoit un plan d'investissement de 1,5 milliard de dollars sur les cinq prochaines années bénéficie du soutien de plusieurs partenaires au développement dont le Système des Nations Unies. Par le biais du Fonds conjoint pour les ODD (Joint SDG Fund), le SNUD en Côte d'Ivoire a d'emblée mobilisé 200,000 USD pour appuyer le Gouvernement dans le développement de la composante du programme liée aux nouvelles chaînes de valeur pour assurer un système alimentaire durable dans le pays. Ainsi, la Côte d'Ivoire disposera d'un programme à moyen et long terme qui permette de répondre aux enjeux liés à la crise du système alimentaire, y compris les nouvelles chaînes de valeur telles que le blé, le riz, le manioc, le lait végétal, l'aquaculture... Au-delà de cet investissement initial, l'Initiative d'Abidjan bénéficie plus durablement de l'appui financier et de l'expertise de plusieurs agences dont le PNUE, l'ONUDI, le PNUD, le FIDA et la FAO. Au total, plus de 160 millions USD seront investis par le SNUD dans la mise en œuvre de ce programme lancé à la faveur de la COP 15 contre la désertification et la sécheresse organisée en Côte d'Ivoire du 9 au 20 mai 2022, sous le thème « Restauration des terres dégradées et Agriculture du futur ».



Un système de suivi des forêts de la REDD+ mise en place



50 ha de forêt urbaine ont été reboisés à Yamoussoukro



10 structures publiques formées à la gestion des ressources



+3,9 M dollars dépensés dans le cadre des ODD (9, 11, 12, 13, 14, 15)



6,5% des sites importants pour la biodiversité sont protégés

SOUTIEN À LA GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE, FORESTIÈRE ET MARITIME

La proportion de sites pour la biodiversité en zones protégées est restée stable en 2022 (6,5%). Des activités de plaidoyer ont été menées auprès du Gouvernement par le PNUD, le PNUE et la FAO ainsi que la société civile pour mettre en œuvre une nouvelle politique de préservation des zones protégées et appliquer la Déclaration de New York sur les forêts¹.

Le PNUD, à travers l'initiative « La Forêt de la COP15 », a permis au Gouvernement de mobiliser davantage les acteurs nationaux et internationaux sur les écosystèmes forestiers. Il a appuyé le Ministère des Eaux et Forêts pour reboiser 50 ha à Yamoussoukro, où 50 000 arbres ont été plantés. Pour renforcer les capacités du Gouvernement dans la prise en compte du genre en matière de stratégie de préservation, de restauration et d'extension des forêts, une étude sur le genre et la politique forestière a été produite.

SOUTIEN À LA GESTION DE CATASTROPHES NATURELLES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le SNUD a soutenu l'instauration d'un système de « Measurement, Reporting and Verification » (MRV) pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre - avec une plateforme des Contributions Déterminées au niveau National.

Aussi, le pays a organisé, avec le SNUD, la quinzième session de la Conférence des Parties (COP15) de la Convention de l'ONU sur la lutte contre la désertification. Cette rencontre internationale consacrée au climat a servi de cadre à un plaidoyer dénommé « Initiative d'Abidjan » et a abouti à un financement de 2,5 milliards de dollars.

Avec le PNUD, le Gouvernement a soumis sa contribution déterminée nationale (CDN) révisée à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. La CDN vise à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 31,5 % d'ici à 2030 et à atteindre la neutralité carbone en 2050.

¹ <https://www.un.org/french>



GOUVERNANCE



LA PAIX, UNE SOLUTION POUR RECONSTRUIRE LA VIE !

Le 18 juin 2022, avant l'entrée en vigueur de la clause de cessation du statut de réfugié pour les Ivoiriens prévue le 30 juin, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, Filippo Grandi, est à la frontière libérienne pour accompagner des réfugiés ivoiriens dans la dernière étape de leur voyage de retour au pays.

« J'ai été particulièrement ému lorsque nous avons traversé sur un petit bac, avec un groupe de réfugiés, la rivière Cestos qui marque la frontière entre les deux pays. A notre arrivée, j'ai tenu une petite fille ivoirienne par la main et nous avons été les premiers à sortir du bac pour fouler la terre de Côte d'Ivoire, son pays d'origine. Il n'y a pas de plus grande satisfaction pour le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés que je suis de voir une crise de réfugiés se terminer car des solutions ont été trouvées. C'est la preuve que des solutions durables sont possibles si les pays d'origine, la société civile, les organisations internationales et les pays d'accueil travaillent ensemble », a souligné M. Grandi. Basile Tieu, 47 ans, et sa famille font partie de ce groupe de réfugiés, qui après vingt années d'exil, regagnent la Côte d'Ivoire.

« Lors de mes années au Liberia, j'ai appris plusieurs métiers, notamment la plomberie, la menuiserie et la maçonnerie. J'espère que ces connaissances me permettront de travailler pour reconstruire ma vie et offrir un meilleur avenir à mes enfants. Pour permettre à nos enfants d'aller à l'école, le Liberia nous a remis des certificats de naissance », dit-il. A leur retour, les rapatriés affrontent des défis liés au logement, à la subsistance et aux démarches administratives. Pour y répondre, le HCR met en œuvre un programme d'aide au retour et à la réintégration avec le Gouvernement. Quelques 310 000 réfugiés ivoiriens, soit 96% de ceux enregistrés en Afrique de l'Ouest, sont revenus au pays.



600 jeunes bénévoles sensibilisés à la désinformation



27 cadres de la Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté formés à la Gestion Axée sur les Droits et les Résultats

SOUTIEN À LA PROMOTION ET AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

La justice est partie intégrante des programmes sur le travail des enfants visant à améliorer la prévention. 93 magistrats ainsi que le personnel de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse ont été outillés sur les nouvelles dispositions alternatives à la privation de liberté. Deux plateformes digitales sur l'analyse des médias et des réseaux sociaux, la gestion des rumeurs et une radio digitale de la lutte contre les VBG et la pédo-criminalité sont opérationnelles. Le dispositif en faveur des droits des minorités sexuelles et de genre a été renforcé et le Conseil National des Droits de l'Homme a désormais un point focal.

Sept réseaux de jeunes bénévoles pour l'éducation aux médias et à l'information sont actifs contre la désinformation. Un réseau de 20 bloggeuses et influenceuses soutenu par le SNUD a créé une plateforme contre la haine en ligne.

L'annuaire statistique d'état civil 2021 a été validé et diffusé avec l'UNICEF, ce qui a permis d'améliorer la mobilité des agents de l'état civil et de sécuriser les registres et archives du Folon, de la Bagoué, du Bounkani, et du Tchologo.

Grâce au SNUD, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, la société civile et les partis politiques disposent de données clés sur les déterminants de la participation politique des femmes dans la région de Gbêkê.

SOUTIEN A PLANIFICATION, A LA BUDGÉTISATION ET AU SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES ET PROGRAMMES

Les compétences de 27 cadres de la Direction Générale du Plan et de la Lutte contre la Pauvreté ont été renforcées en Gestion Axée sur les Droits et les Résultats en planification stratégique. La Côte d'Ivoire a présenté son 2ème Rapport national volontaire et une évaluation du financement du développement (DFA en anglais) est disponible grâce au SNUD. Le DFA permet de lancer le Cadre National de Financement intégré pour renforcer la mobilisation de ressources.

SOUTIEN A LA GESTION DES DONNÉES POUR LA PRISE DE DÉCISION ET DE REDEVABILITÉ

Le soutien technique et financier de l'UNFPA a permis au pays de finaliser le rapport des résultats globaux définitifs du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH).

Dans le cadre du projet de consolidation de la cohésion sociale transfrontalière conduit par l'OIM et la FAO, des cartographies capturant la mobilité du bétail ont été réalisées dans la zone frontalière avec la Guinée. 30 énumérateurs ont été déployés en Côte d'Ivoire et en Guinée pour assurer un suivi des transhumances. Ce dispositif permettra de fournir des données au Gouvernement pour informer les politiques et stratégies de transhumance et soutenir des projets.

Par ailleurs, grâce à l'ONUSIDA, le Ministère de la Santé dispose de capacités de production et d'utilisation des données d'estimation via le logiciel Spectrum. Ce qui a favorisé les estimations 2021 et l'élaboration du Rapport mondial.



272 conflits communautaires et transfrontaliers prévenus/réglés pacifiquement



+16,7 M dollars dépensés dans le cadre des ODD (5, 16, 17)

SOUTIEN À L'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ET DE LA COHÉSION SOCIALE AUX NIVEAUX LOCAL, RÉGIONAL ET NATIONAL

L'appui du PNUD amélioré les prestations de la Police nationale grâce à l'institutionnalisation de la formation continue et la gestion humaine à travers une amélioration de la gestion des statistiques criminelles et un dispositif d'auto-évaluation.

Les communautés du Nord ont été accompagnées dans la prévention de l'extrémisme violent et le développement. 272 conflits communautaires et transfrontaliers ont été prévenus ou réglés, dont 43% impliquant des femmes, grâce à des mécanismes locaux. Deux études sur la perception des communautés de leur sécurité ont posé les bases de leurs engagements auprès des forces de l'ordre. La surveillance des frontières du Nord, de l'Est et du Nord-Ouest a été renforcée par une opérationnalisation des postes de police, avec des agents mieux équipés pour la gestion de l'immigration et des frontières, la traite des êtres humains et le trafic de migrants.

Le soutien de l'ONU Femmes a favorisé la formulation de la 2ème génération du Plan d'action national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 sur la participation des femmes aux processus de paix et de réconciliation et dans la gouvernance post-conflit, la mise en place du Réseau des femmes médiatrices de paix et l'accès de la Côte d'Ivoire au Fonds de l'Initiative Elsie, un fonds multilatéral qui a pour but d'accélérer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de genre des Nations Unies.

SOUTIEN À LA REDEVABILITÉ ET À LA DÉLIVRANCE DE SERVICES MODERNES ET EFFICACES AUX OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS NATIONAUX, RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

Six localités du Bounkani et du Tchôlogo ont développé des plans participatifs de gestion du territoire dans l'agro-pastoral, la restauration et la protection de l'environnement, l'amélioration des pratiques minières et la sensibilisation sur l'orpaillage illégal, etc. La collecte de satisfaction des usagers sur le service public est renforcée à travers 55 bornes tactiles.

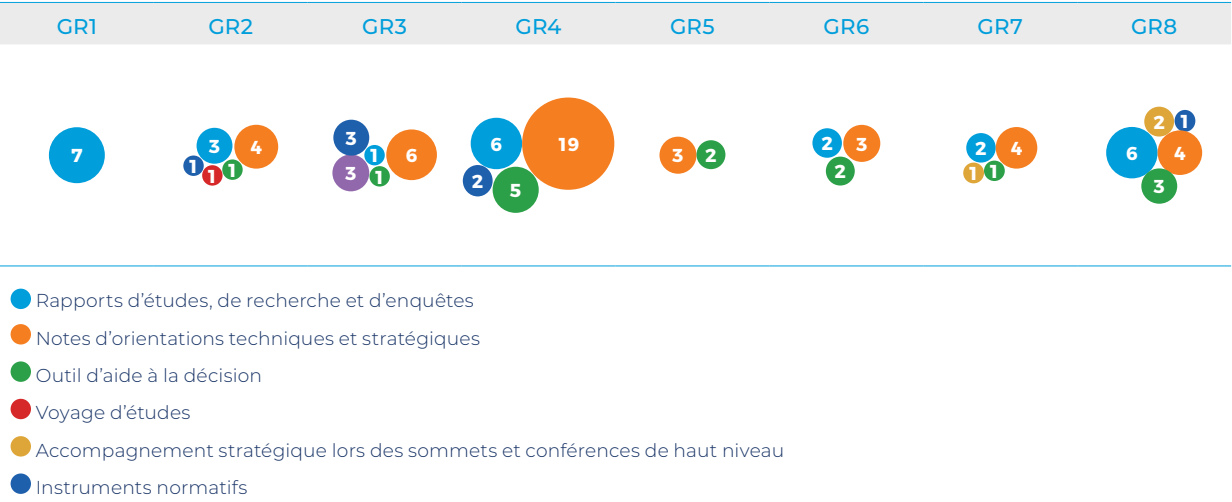


2. APPUI-CONSEIL

L'appui-conseil fait partie de l'offre de service du SNUD et constitue une des fonctions définies par le principal cadre de réédition des comptes, l'examen quadriennal complet (QCPR en anglais). Les Fonds, Agences et Programmes du SNUD ont continué de fournir de l'appui-conseil en 2022 individuellement ou de manière transversale dans les domaines qui correspondent à leurs mandats respectifs, dans le cadre ou au-delà des Plans de Travail Conjointes (PTC)².

Comme indiqué ci-dessous, cet appui a concerné l'ensemble des groupes de résultats. Il a été fourni au titre de l'élaboration ou la contribution à la production : i) de notes d'orientations techniques, stratégiques et sur mesure ; ii) de rapports d'études, de recherche et d'enquêtes ainsi que ; iii) d'outils pour mieux aider à la prise de décision en matière de politique de développement durable. Le soutien à l'adoption ou l'application d'instruments normatifs, l'accompagnement stratégique lors des sommets et conférences de haut niveau et l'organisation de voyages d'études ont constitué les autres modalités de cet appui.

Nombre d'appui-conseil par Groupe de Résultats suivant la modalité



² Cette section du rapport tient compte des initiatives d'appui-conseil réalisées hors des PTC et donc non répertoriées dans UN-Info.

3. APPUI AUX PARTENARIATS ET FINANCEMENT DE L'AGENDA 2030

Les partenariats innovants du SNUD en Côte d'Ivoire contribuent à faire progresser les ODD et à mobiliser des financements pour le Programme de Développement Durable à l'horizon 2030. Le Cadre National de Financement Intégré des ODD a été lancé en 2022 pour mobiliser les revenus domestiques. L'Évaluation du Financement du Développement (DFA), sous le leadership du PNUD en appui au Ministère du Plan et du Développement, a conduit à des propositions pour élargir le financement du développement du pays. Les ODD ont été estimés à 37 milliards de dollars à l'occasion d'un atelier soutenu par le SNUD et réunissant des partenaires de l'administration, des institutions étatiques, du privé, des collectivités, de la société civile, des partenaires techniques et financiers.

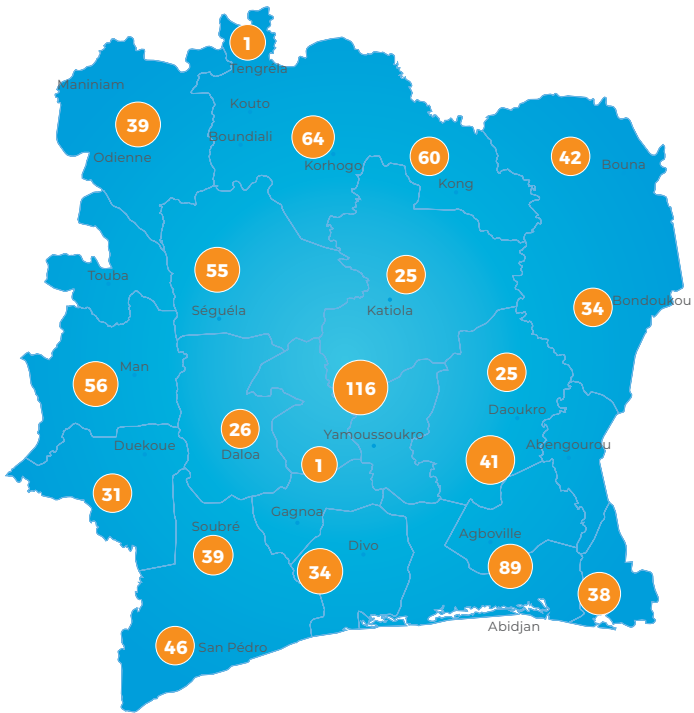
Avec la phase 2 du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv II) 2022-2024 dont l'axe 1 vise à « lutter contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord »³, le Gouvernement envisage d'amplifier ses interventions dans l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable, etc. Le SNUD, avec son Programme de résilience Nord-Est sur la période 2022-2023, appuie la mise en œuvre du PS-Gouv 2 par des interventions convergentes et sensibles au genre afin de renforcer la résilience des systèmes, des communautés et des individus face aux chocs dans les régions du Boumba et du Tchologo. Les principaux partenaires de ce programme, estimé à 52 millions de dollars, sont le Fonds pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies (PBF), les Pays-Bas, l'Allemagne, le Canada, la Suisse, les États-Unis et la Corée du Sud.

D'autres ressources ont été mobilisées. Ainsi, le Fonds d'Affectation Spéciale des Nations Unies pour la Sécurité Humaine (UNTFHS) a instauré un plan de localisation des ODD dans la région du Gbêkè pour 1 million de dollars ; le Partenariat entre le Bureau d'appui des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UNPBSO) et la Banque Mondiale pour maximiser les activités programmatiques dans le Nord-Est et faire le lien entre humanitaire, développement et paix ; le financement de la modalité d'urgence du Fonds commun pour les ODD (250 000 dollars) pour permettre au pays de développer de nouvelles chaînes de valeurs en appui à l'Initiative d'Abidjan - issue de la COP 15. Ce financement vise à réduire l'impact de la crise russo-ukrainienne sur l'alimentation et à accélérer les ODD. Pour renforcer la contribution du privé dans les ODD, l'Équipe-Pays des Nations Unies collabore avec la CGECI pour mettre en place un réseau local du Pacte Mondial de l'ONU.

Enfin, en tant que co-chef de file des partenaires techniques et financiers, le SNUD a contribué au succès de la 15^{ème} Conférence des Parties à la Convention de l'ONU sur la Lutte contre la Désertification (COP15) et du Groupe Consultatif pour le financement du Plan National de Développement (PND 2021-2025). En particulier, les annonces des partenaires bilatéraux et multilatéraux pour le PND 2021-2025 ont atteint 26,18 milliards de dollars - 168,2% du but initial. FAO, OMS, ONU FEMMES, PNUD et UNICEF ont coordonné les groupes de travail des PTF afin de renforcer les synergies dans l'agriculture durable, l'environnement, la santé, le genre, la gouvernance, la nutrition, la protection sociale, l'eau et l'assainissement. Pour les ODD, l'Équipe-Pays a mobilisé environ 151 millions de dollars.

³ Le PS-Gouv 2 qui couvre la période 2022-2024 vise à accélérer le rythme de réduction de la pauvreté et des inégalités sociales. Il comprend 5 axes : i) la lutte contre la fragilité dans les zones frontalières du Nord, ii) L'amélioration des conditions d'études au primaire, au secondaire et au supérieur, iii) l'amélioration des conditions de vie des ménages, iv) l'insertion professionnelle des jeunes et le service civique, v) la couverture sociale des populations fragiles.

4. LES NATIONS UNIES TRAVAILLENT PLUS ET MIEUX ENSEMBLE : COHÉRENCE ET EFFICACITÉ



Nos zones d'intervention

En 2022, en plus des actions des Groupes de Résultats, les différents Groupes de Travail mis en place autour des thématiques transversales ont continué à assurer une cohérence dans les interventions mises en œuvre.

Renforcer les actions de prévention de conflits et de consolidation de la paix

8 dialogues intercommunautaires impliquant

1 225 hommes et

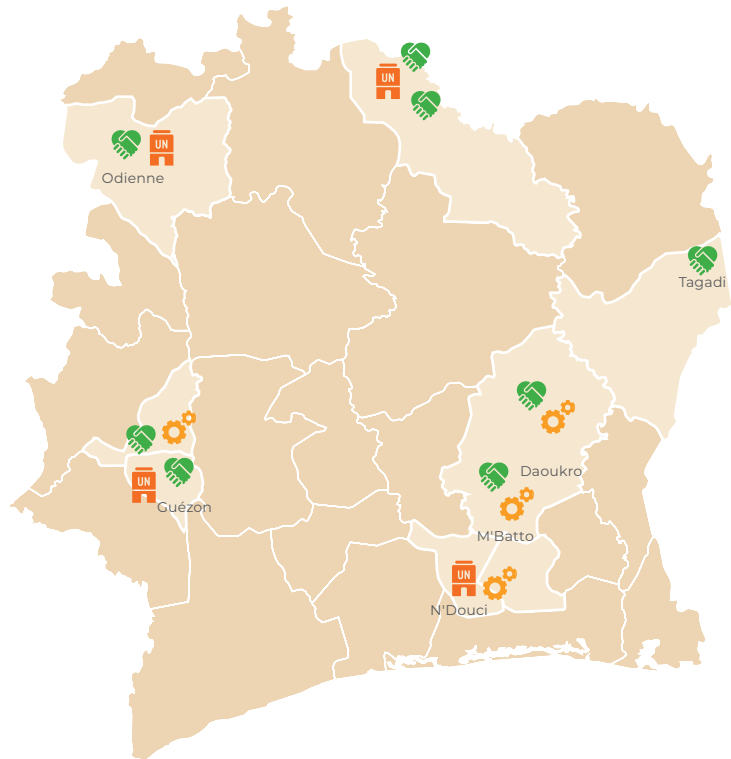
342 femmes

Activités principales

- Dialogue Inter Communautaire
- Installation de comité de paix
- Renforcement de capacité

Régions d'intervention

- Agnéby-Tiassa
- Denguélé
- Gontougo
- Guémon
- Iffou
- Moronou
- Tchologo



Les travaux de révision de la stratégie de réconciliation et de cohésion nationale, amorcés en 2021 avec l'appui du SNUD, ont abouti à son adoption en Conseil des Ministres. Ses orientations se sont inspirées de bonnes pratiques articulées dans les conclusions de l'atelier bilan national sur la cohésion sociale de mai 2022, avec la participation d'une centaine de parties prenantes : Ministères, organisations de la société civile, autorités locales, etc. Un appui a aussi été apporté au Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale pour mener des initiatives intercommunautaires ciblées.

Une dizaine d'initiatives locales ont été mises en œuvre avec des comités de gestion sur des thématiques liées aux conflits fonciers ou intergénérationnels, à la transhumance, aux tensions avec les administrations, etc. Elles ont profité à 2 000 personnes.

Des missions plus régulières dans le Nord exposé à la menace de l'extrémisme violent ont permis au SNUD de renforcer son agenda de prévention à travers des projets transfrontaliers avec le Burkina Faso et la Guinée soutenus par le Fonds de consolidation de la paix.

Les droits humains au cœur des interventions du SNUD en Côte d'Ivoire

Les recommandations de l'examen périodique universel de la Côte d'Ivoire en 2019 sont désormais déclinées en un plan de droits de l'Homme adopté par le Gouvernement en mars 2022. Le SNUD s'est mobilisé pour en appuyer la vulgarisation. En parallèle, le SNUD a intensifié son appui au renforcement des capacités des institutions et outils en matière de droits de l'Homme. Ainsi, en juin 2022, la quatrième consultation régionale des institutions nationales des droits de l'Homme a été organisée à Abidjan par le Bureau régional pour les droits de l'Homme. En septembre, le réseau des journalistes et des médias en ligne a été sensibilisé aux recommandations sur les droits de l'Homme. Et en décembre, le Comité interministériel de suivi des instruments internationaux sur les droits de l'Homme a vu ses capacités renforcées.

Les VBG restent préoccupantes. La question de l'apatridie demeure aussi essentielle et l'UNHCR est engagé auprès du Gouvernement pour le renforcement d'un cadre juridique pertinent. Aussi, dans le contexte du Sahel, la question des réfugiés est prioritaire pour le Gouvernement, le SNUD, et la plupart des partenaires au développement.

Bilan du Réseau des Nations Unies pour la Migration

En 2022, le Réseau des Nations Unies pour la Migration a été impliqué dans les réflexions autour des principaux défis et priorités en matière de gestion des migrations et validation de la politique migratoire nationale.

Dans le cadre du plaidoyer pour renforcer la coordination et la mise en œuvre de la politique migratoire de la Côte d'Ivoire, le réseau a présenté les initiatives conjointes des Nations Unies et partagé les meilleures pratiques sur leur mise en œuvre avec les partenaires étatiques et organisations de la société civile.

Pour une plus forte intégration de l'approche Genre

Le renforcement de capacités en Genre du Groupe Thématique Genre (GTG) a favorisé une plus grande appropriation des normes et procédures adoptées par les Nations Unies en la matière. Ce renforcement de capacités vise à permettre au GTG de jouer un rôle stratégique d'appui conseil à l'Équipe-Pays

Le renforcement de capacités internes a également concerné les questions liées à la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA en anglais), à la mise en œuvre et au suivi de la feuille de route sur l'intégration du genre dans les interventions et approches de travail du SNUD (SWAP UNCT Gender Score Card en anglais).



En visite en Côte d'Ivoire, Amina Mohammed plaide pour plus de solidarité internationale en faveur d'une production durable du cacao

Présente en Côte d'Ivoire en amont de la Conférence des Parties (COP 15) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, la vice-Secrétaire Générale des Nations Unies, Amina Mohammed, s'est rendue le 8 mai 2022, à Soubré, une des principales régions de production cacaoyère au sud-ouest du pays.

L'occasion pour elle de visiter les initiatives complémentaires des Nations Unies en appui aux efforts du Gouvernement pour une production durable du cacao. « Cette visite à Soubré a été très inspirante. J'ai pu apprécier l'appui à la fois stratégique et opérationnel que les Nations Unies apportent au Gouvernement, en collaboration avec les autres partenaires techniques et financiers, tant bilatéraux que multilatéraux. », a-t-elle résumé, avant d'en appeler à plus de soutien international en faveur de la Côte d'Ivoire et des pays producteurs de cacao. « Avec ces efforts déployés par les autorités ivoiriennes et leurs partenaires pour une production durable du cacao, la pression est désormais du côté de la communauté internationale. Nous devons appliquer ici les solutions prônées au niveau international. Plus d'investissements sont nécessaires dans le domaine du changement climatique, de la transition énergétique, de la transformation de l'agriculture et de l'économie digitale. Notre engagement est de porter haut ce plaidoyer en faveur de la Côte d'Ivoire. »

Le cacao, dont la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial avec 40% de la production mondiale en volume, représente jusqu'à 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) du pays, 40% des recettes d'exportation, et plus de 10% des recettes publiques. Plus de six millions de personnes travaillent dans le secteur et 70 à 80 % des revenus des agriculteurs en dépendent. Une approche durable de production est cruciale pour assurer au pays un développement socio-économique pérenne.

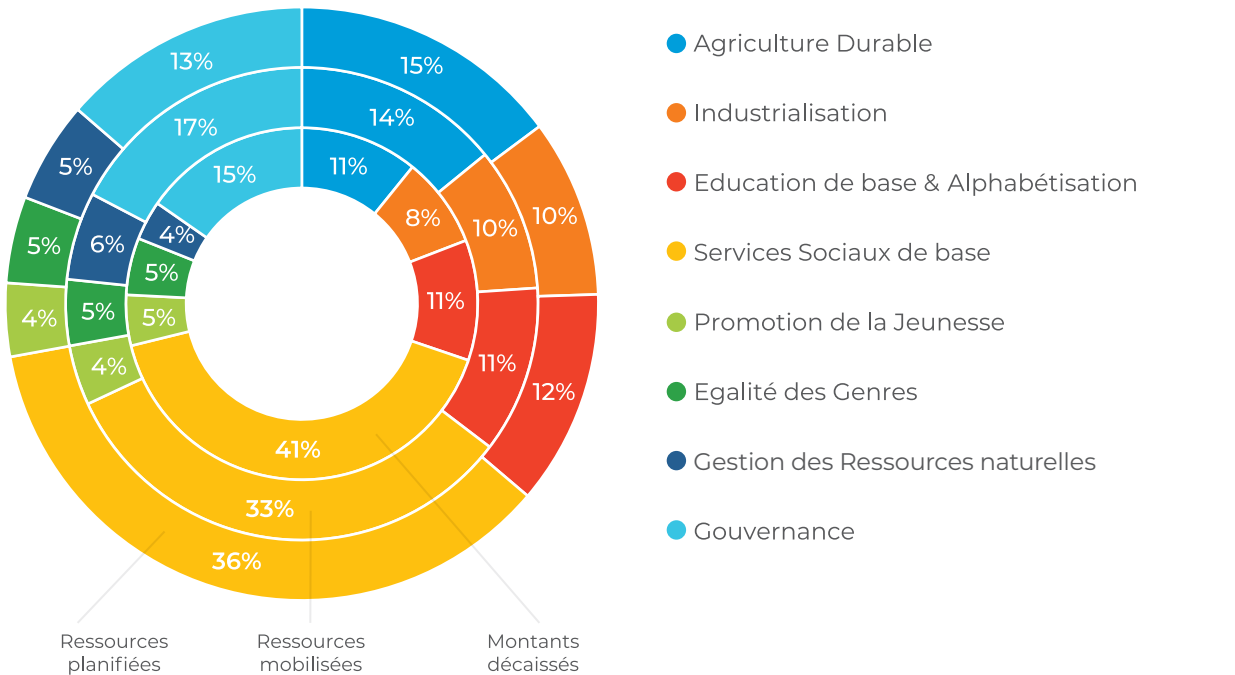
5. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Mobilisation et utilisation des ressources

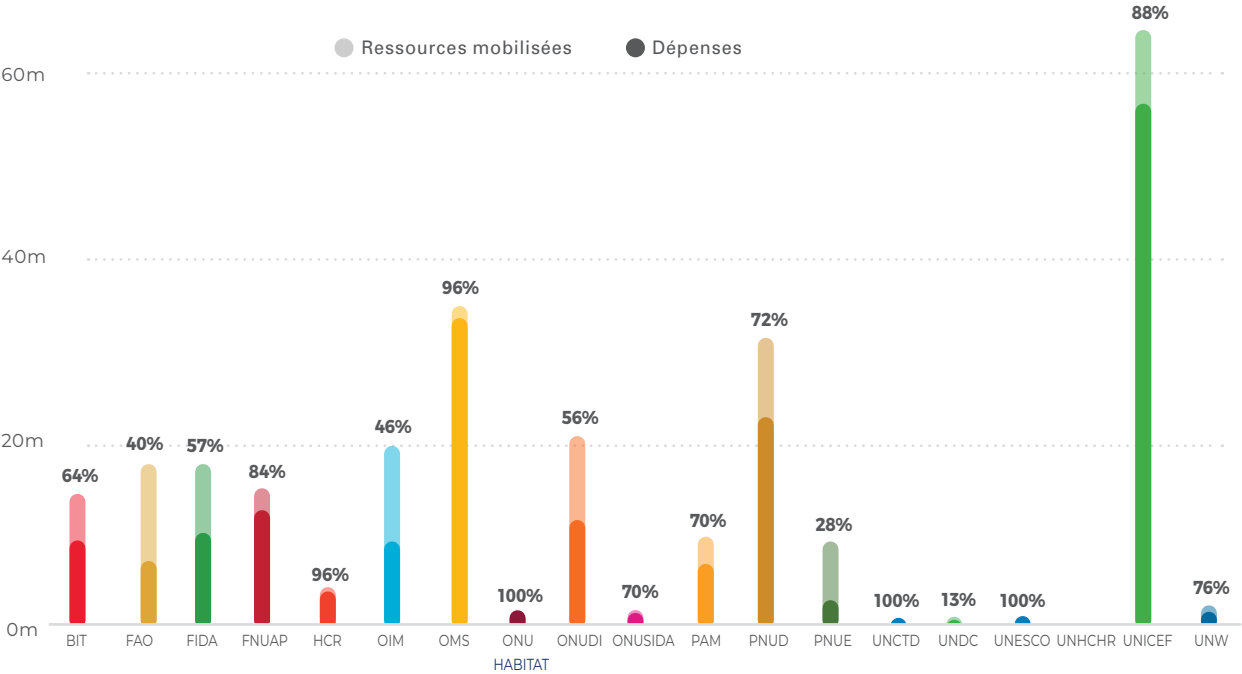
Domaine d'intervention	Montants planifiés (USD)	Ressources mobilisées (USD)	Montants décaissés (USD)	Taux d'exécution *
Agriculture Durable	22 552 363	21 294 546	11 841 830	56%
Industrialisation	14 776 009	14 776 009	9 085 311	61%
Éducation de base & Alphabétisation	17 856 684	17 226 815	12 094 869	70%
Services Sociaux de base	54 716 132	49 236 803	44 761 258	91%
Promotion de la Jeunesse	6 087 533	6 191 888	5 083 043	82%
Égalité des Genres	7 187 141	6 806 830	5 726 164	84%
Gestion des Ressources naturelles	8 412 443	9 049 513	3 952 573	44%
Gouvernance	20 776 204	26 125 309	16 760 449	64%
Total général	152 364 509	150 707 713	109 305 497	73%

*Montants décaissés/ressources mobilisées

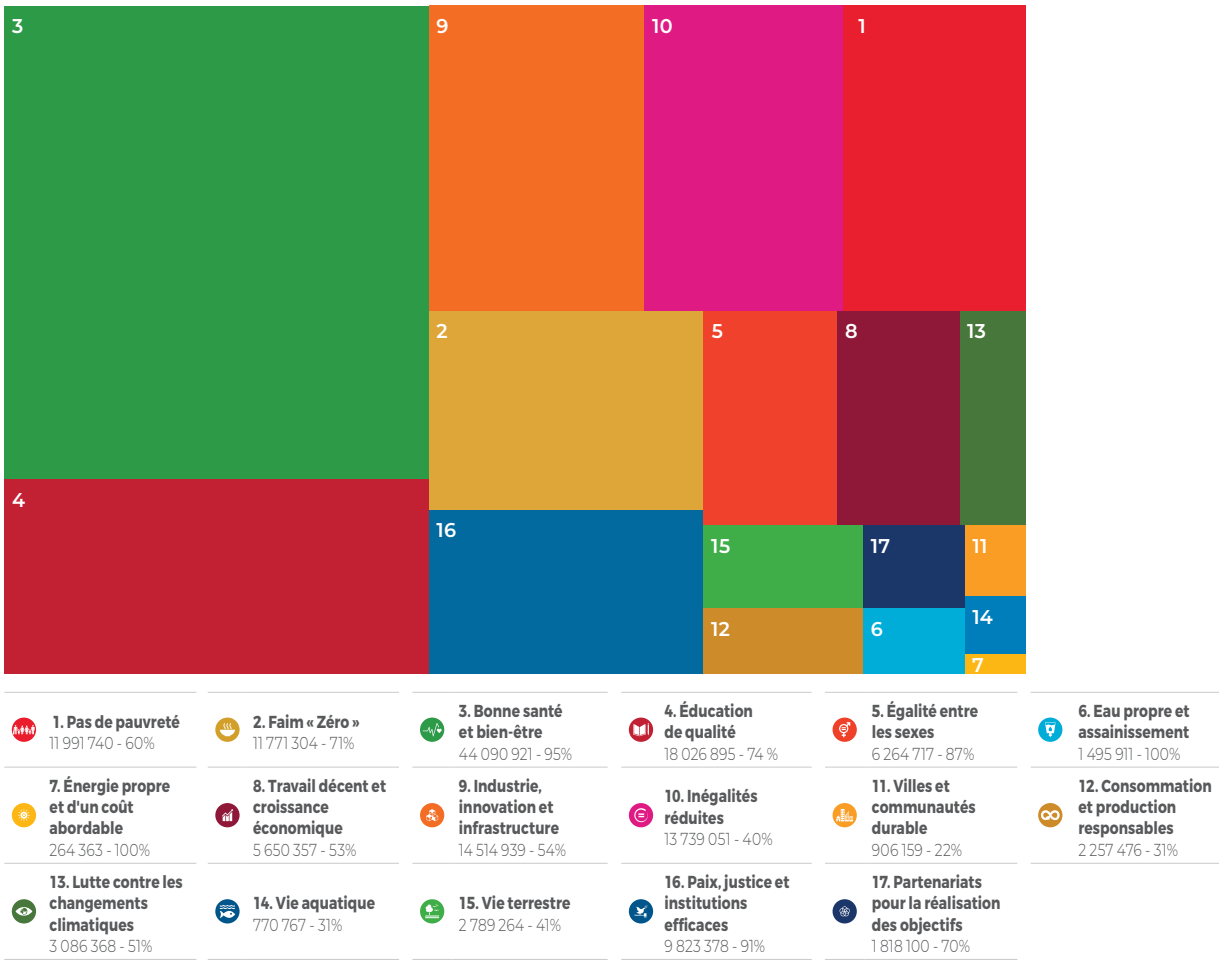
En 2022, pour la deuxième année de mise en œuvre du CCDD 2021-2025, le SNUD a mobilisé près de 151 millions de dollars pour financer les plans de travail conjoints évalués à plus de 152 millions de dollars. Le taux global d'exécution s'élève à 73%, en tenant compte d'un montant décaissé de 105 millions de dollars.



Mobilisation et exécution par agence



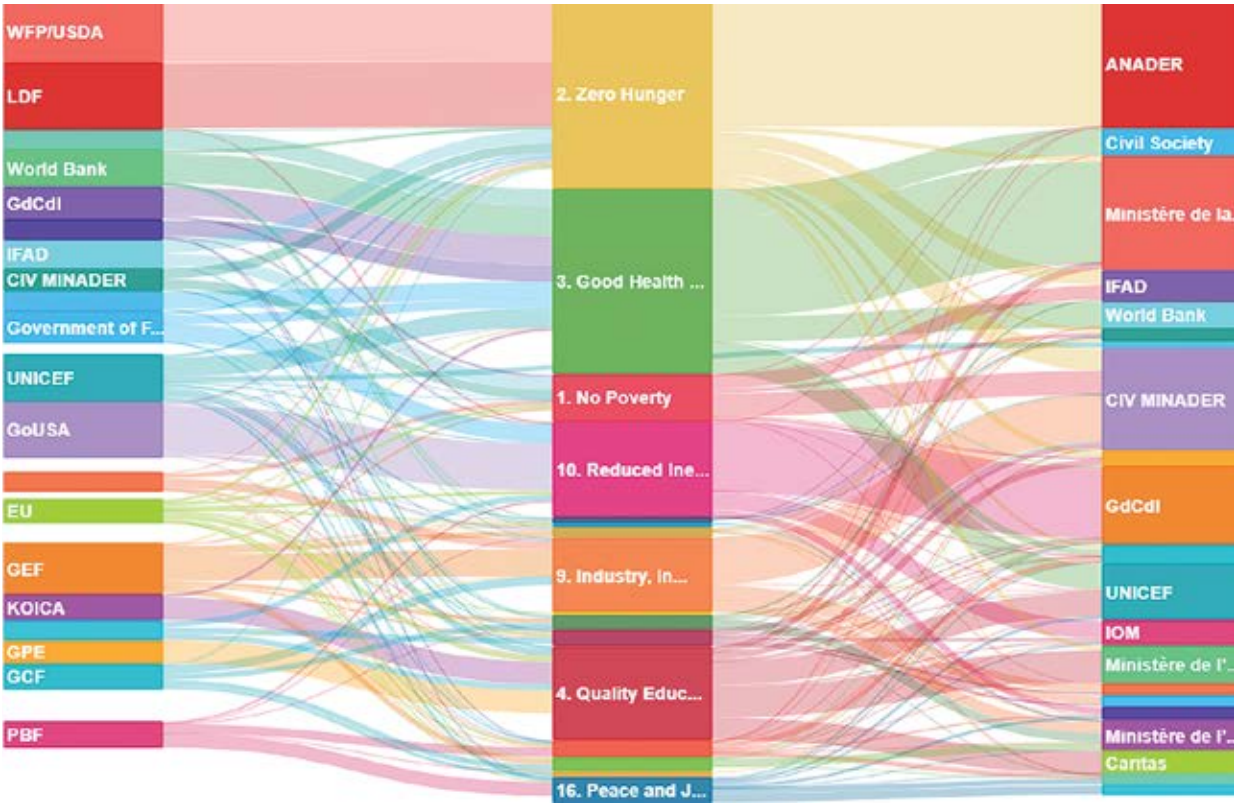
Mobilisation et exécution par ODD



La mobilisation de ressources est partie intégrante de la stratégie de renforcement des partenariats de l'Équipe-Pays. En 2022, le SNUD a poursuivi ses partenariats pluriannuels avec la Banque mondiale, l'UE, la BAD, la France, les États-Unis, la Corée du Sud, etc. La mobilisation des ressources auprès du Fonds de l'ONU pour la Consolidation de la Paix a financé deux projets frontaliers avec la Guinée et le Burkina

Faso, pour 8 millions de dollars. ONU FEMMES a initié et renforcé les partenariats avec la BAD (5 millions de dollars), le secteur privé et des institutions, des organismes techniques gouvernementaux, des associations, la société civile, des ONG, etc. D'autres partenariats ont été noués avec l'UE et la Suisse pour l'Initiative Cacao Durable, avec UNICEF, l'OIM et l'OIT (financement de 8,7 millions de dollars, 2022-2026).

Liens entre les principaux partenaires, les ODD et les partenaires de mise en œuvre



PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES POUR 2023

Décrétée « année de la jeunesse » par le Chef de l'État, 2023 sera marquée par la feuille de route des Ministères et l'opérationnalisation du Cadre National de Financement Intégré des ODD (INFF).

MOBILISATION

Pour l'Équipe-Pays, l'une des priorités sera d'aligner le plaidoyer du développement sur les réformes de la feuille de route 2023 des Ministères et de poursuivre le processus INFF avec les recommandations de l'Évaluation du Financement du Développement (DFA en anglais). Il s'agira également d'appuyer la mobilisation des ressources domestiques et du secteur privé pour les ODD. Aussi, l'accent sera-t-il mis sur le renforcement de la cocréation, avec des programmes conjoints identifiés par l'Équipe-Pays, la conduite des revues à mi-parcours des groupes de résultats ainsi que la poursuite des visites conjointes de terrain destinées à apprécier l'impact des interventions du SNUD.

OPERATION

Au niveau des opérations, la transition vers l'exécution nationale restera au cœur de l'engagement avec le Gouvernement. Il s'agira aussi de renforcer l'engagement des chefs d'agence pour des gains d'efficacité, d'opérationnaliser les Bureaux Communs de Terrain avec l'Équipe de Gestion des Opérations (OMT). L'Équipe-Pays poursuivra la collaboration avec le Gouvernement sur le projet de réalisation de la « Maison des Nations Unies » à Abidjan.

COMMUNICATION

Le Groupe Communication des Nations Unies (UNCG) continuera à promouvoir l'action de l'Équipe-Pays sur les priorités pour la Côte d'Ivoire que sont la jeunesse, la résilience des populations au Nord-Est, la santé maternelle et infantile, la souveraineté alimentaire, etc.). La priorité sera également de valoriser les résultats phares conjointement obtenus dans la mise en œuvre du CCDD et de renforcer le plaidoyer autour des ODD et l'engagement pour leur mise en œuvre.

FINANCEMENT

Enfin, s'agissant de la mobilisation des ressources, le SNUD travaillera à améliorer son positionnement comme partenaire de mise en œuvre de prêts souverains et sur les ressources domestiques dans les domaines où sa valeur ajoutée est pertinente. Avec les partenaires dont l'UE et la BAD, les dialogues « Deep dive » se poursuivront, de même que le renforcement de la mobilisation conjointe des ressources au niveau des groupes de résultats.

LISTE DES ACRONYMES

AEJ	Agence Emploi Jeunes
ARM-CI	Association pour la Réintégration des Migrants en Côte d'Ivoire
AGR	Activités Génératrices de Revenus
BAD	Banque Africaine de Développement
BVP	Bureau des Ventes des Producteurs
CCDD	Cadre de Coopération pour le Développement Durable
CDN	Contribution Déterminée Nationale
CGECI	Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire
CNJ-CI	Conseil National de Jeunesse de Côte d'Ivoire
DFA	Évaluation du Financement du Développement
DEEE	Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques
ECS	Education complète à la sexualité
ESVVS	Education à la santé et à la vie saine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEMUA	Festival des Musiques Urbaines d'Anoumabo
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
FOLUR	Food systems, land use and restoration
INFF	Cadre de financement national intégré
ISST	Intersyndicale sur la Santé et la Sécurité au Travail
OHCHR	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONEG	Observatoire National de l'Équité et du Genre
ONU Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

ONUDC	Office des Nations Unies contre les drogues et le crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PADFA	Projet d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PNLS	Programme National de Lutte contre le VIH/sida
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PBF	Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
PND	Plan National de Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PS-GOUV2	Programme Social du Gouvernement - 2 ^{ème} phase
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SNUD	Système des Nations Unies pour le Développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNDESA	Département des Affaires Socio-Économique de l'ONU
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNPBSO	Partenariat entre le Bureau d'appui des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix
UNTFHS	Fonds d'Affectation Spéciale des Nations Unies pour la Sécurité Humaine
VBC	Violence basée sur le Genre
VIH/Sida	Virus de l'Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquis
VNR	Rapport National Volontaire

ANNEXES

NOTES D'ORIENTATIONS TECHNIQUES ET STRATÉGIQUES

CR 2
1. Élaboration et mise en place d'un plan d'atténuation des émissions atmosphériques des entreprises (ONUDI)
2. Note d'Appui à la Création de Clusters en Côte d'Ivoire » et proposition d'une « Feuille de Route pour l'opérationnalisation des Clusters en Côte d'Ivoire » (ONUDI)
3. Termes de Références pour la stratégie de développement des zones industrielles en Côte d'Ivoire ⁵ (ONUDI)
4. Élaboration de la stratégie d'ingénierie de formation et d'employabilité des jeunes dans le domaine des Industries Culturelles et Créatives (ICC) (UNESCO)
CR 3
5. Contribution à la stratégie nationale d'éducation inclusive (UNICEF)
6. Appui au processus de révision du plan sectoriel (UNESCO, UNICEF)
7. Appui à l'élaboration du document de politique de digitalisation de l'éducation (UNESCO)
8. Appui à l'élaboration du pacte partenariat pour des financements du GPE - conformément aux nouvelles approches (UNESCO)
9. Appui au renforcement de l'inclusion financière (UNSGSA Country Visit)
CR 4
10. Appui à l'élaboration du premier plan triennal glissant du Plan National de Développement Sanitaire 2021-2025 (OMS, UNFPA et UNICEF)
11. Élaboration du Plan Stratégique Intégré National 2022-2025 de Lutte contre les MNT (OMS)
12. Appui à l'élaboration d'un plan d'action prioritaire et d'un document d'engagement politique de la Côte d'Ivoire pour éliminer le sida chez les enfants à l'horizon 2030 (OMS, UNICEF)
13. Appui à la position de la Côte d'Ivoire lors de l'année de la nutrition (PAM, UNICEF)
14. Élaboration d'un nouveau plan stratégique multisectoriel de nutrition (PAM, UNICEF)
15. Appui à l'élaboration de la stratégie nationale de Fortification du riz et Codex Alimentarius – approuvé en conseil des Ministres en décembre 2022 (PAM)
16. Appui à la mise en œuvre de la législation sur la commercialisation des substituts du lait maternel (UNICEF)
17. Élaboration de la Stratégie Nationale de l'Assainissement en milieu Rural (SNAR) et son plan opérationnel budgétisé (UNICEF)
18. Élaboration d'un plan de contingence national pour une meilleure coordination, préparation et réponse aux urgences humanitaire dans le domaine du WASH (UNICEF)
19. Élaboration du plan stratégique de l'inspection du travail dans le secteur du café et du cacao avec un focus sur la lutte contre le travail des enfants dans la région Nawa (BIT)
20. Élaboration de la Politique Nationale de la Protection de l'Enfant (PNPE)(UNICEF)

⁵ Ces TDR ont été approuvés par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME.

21.	Élaboration des normes et standards sur la prise en charge alternative des enfants – adopté par le Conseil des Ministres (UNICEF)
22.	Élaboration d'un document cadre sur les familles d'accueil – adopté par le Conseil des Ministres (UNICEF)
23.	Élaboration du programme conjoint sur l'élimination du travail des enfants dans la Région de Nawa (UNICEF)
24.	Élaboration de la nouvelle SNPS (UNICEF)
25.	Document d'analyse de la faisabilité de la prise en compte des PVVIH dans les mécanismes actuels de protection sociale y compris l'extension de la CMU à ce groupe spécifique
26.	Appui à la mise en œuvre du Plan national de l'année de l'union Africaine pour la Nutrition et de la visite de la Coordonnatrice du Mouvement SUN (UNICEF, PAM, FAO, OMS, FIDA)
27.	Appui à l'élaboration d'un nouveau plan stratégique multisectoriel de nutrition, alimentation et développement de la petite enfance (UNICEF, PAM, FAO, OMS, FIDA)
28.	Fortification du riz et Codex Alimentarius (FAO)
GR 5	
29.	Formulation de la stratégie de promotion des emplois verts (BIT)
30.	Formulation de la politique nationale de l'emploi (BIT)
31.	Formulation de la stratégie de transition de l'informel vers le formel (BIT)
32.	Appui à la revue de la stratégie nationale de l'alimentation scolaire et appui à l'élaboration du nouveau document (PAM)
GR 6	
33.	Formulation d'une feuille de route pour un monde du travail exempt de violence et de harcèlement dans les entreprises ivoiriennes (BIT)
34.	Appui à la coordination et à la mise en œuvre des interventions ainsi qu'au renforcement des capacités des acteurs en matière de Droits Humains, VIH et de lutte contre la stigmatisation et la discrimination (ONUSIDA)
35.	Plan quinquennal Droits Humains, VIH et Tuberculose 2021-2025 mis à jour et validé (ONUSIDA)
GR 7	
36.	Appui pour une approche multipartite en vue du retrait de « la Réserve Naturelle Intégrale du Mont Nimba », de la Liste du patrimoine mondial en péril (UNESCO) ;
37.	Appui à l'élaboration de la stratégie de la gestion endogène des risques de catastrophes de la Ville historique de Grand-Bassam (UNESCO)
38.	Appui à la stratégie de lutte contre l'orpaillage clandestin dans les Parcs Nationaux de la Comoé, de Taï et de la Réserve Naturelle Intégrale du Mont Nimba (UNESCO)
39.	Appui à l'élaboration du projet Villes vertes et Durables (UNESCO)
GR 8	
40.	Appui à la production des estimations nationales sur le VIH (ONUSIDA)
41.	Appui stratégie de à la consolidation de la paix par les mécanismes traditionnels de prévention et de résolution des conflits (UNESCO)
42.	Élaboration du programme de lutte contre l'extrémiste violent et les discours de haine (UNESCO)
43.	Appui à la mise en place d'une stratégie de professionnalisation des professionnels des médias, des journalistes, des forces de l'ordre pour lutter contre les fake-news, les discours de haines et l'impunité. (UNESCO)

RAPPORTS D'ÉTUDES, DE RECHERCHE ET D'ENQUÊTES

GR 1	
44.	Études pour les filières mangue, maraichère et riz (FIDA)
45.	Étude de faisabilité pour la création de l'unité industrielle de mangue (FIDA)
46.	Étude de faisabilité pour la création de 10 stations de conditionnement (FIDA)
47.	Étude de faisabilité pour la création de de 7 nouvelles unités de séchages de mangue (FIDA)
48.	Réalisation de deux études techniques pour 2400 ha à aménager et pour les décortiqueuses et mini rizeries (FIDA)
49.	Analyse fonctionnelle et l'évaluation de la triple durabilité économique, sociale et environnementale de la chaîne de valeur du Tilapia d'élevage (FAO)
50.	Appui à l'augmentation de la couverture du Cadre Harmonisé (CH) pour couvrir toutes les régions et à l'analyse de la sécurité alimentaire (PAM)
GR 2	
51.	Étude diagnostique sur l'industrialisation de la Côte d'Ivoire ⁶ (ONUDI)
52.	Rapport sur le Développement Industriel 2022 ⁷ (ONUDI)
53.	Rapport sur le « Plan de gestion de l'élimination des HCFC en Côte d'Ivoire » (ONUDI)
GR 3	
54.	Time to teach (analyse de l'absentéisme des enseignants) ⁸ (UNICEF)
GR 4	
55.	Réalisation d'une étude de prévalence du suicide en Côte d'Ivoire (2019-2021) (OMS)
56.	Réalisation d'une étude sur le diagnostic des régimes de sécurité sociale pour les travailleurs de l'économie informelle et proposer des mécanismes et outils adaptés (BIT)
57.	Étude sur les violations du Code de commercialisation des substituts du lait maternel (Netcode) (UNICEF)
58.	Cartographie des interventions et intervenants en nutrition (UNICEF, PAM, FAO, OMS, FID, UN Nutrition)
59.	Appui à la quantification des préservatifs et analyse des inégalités d'accès aux services de prévention, soins, soutien et traitement du VIH (ONUSIDA)
60.	Réalisation d'une Évaluation de la protection sociale sensible et inclusive au VIH (ONUSIDA)
GR 6	
61.	Réalisation d'une étude sur l'indice de la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH en Côte d'Ivoire (Index Stigma 2.0) (ONUSIDA)
62.	Rapport d'évaluation de la prise en compte du genre : Vers une riposte au VIH transformatrice en matière de genre (ONUSIDA)

⁶ https://www.unido.org/sites/default/files/files/2022-02/PCP_diagnostics_Ivory_Coast_French.pdf
⁷ Rapport incluant plusieurs chapitres sur les conséquences sur le secteur manufacturier de la COVID-19 dans neuf pays africains, dont la Côte d'Ivoire.
⁸ https://www.unicef-irc.org/publications/pdf/Time-to-Teach_L%E2%80%99assidue-des-enseignants-et-le-temps-consacre-a-l-enseignement-dans-les-ecoles-primaires-en-Cote-d-Ivoire.pdf

GR 7
63. Étude sur le genre et la politique forestière (PNUD)
64. Élaboration de l'étude du cadre institutionnel et organisationnel de l'observatoire national de la qualité des eaux (UNESCO)
GR 8
65. Appui à l'élaboration du 2ème Rapport National Volontaire (VNR), avec la réalisation de 5 études thématiques (PNUD, ONUFEMME, ONUSIDA, UNICEF et UNESCO) ⁹
66. Réalisation de deux études sur la perception des communautés sur leur niveau de sécurité ¹⁰ (OIM)
67. Appui au rapport de l'inventaire et du mapping du patrimoine culturel immatériel des essences et fonctionnalités des forêts sacrées pour une gestion durable (UNESCO) ;
68. Appui à l'étude d'impact socio-économique du secteur de la culture en Côte d'Ivoire (UNESCO)
69. Appui à l'étude de perception des populations des médias en Côte d'Ivoire (UNESCO)
70. Réalisation de l'évaluation des systèmes nationaux d'information sur la gestion logistique et l'information stratégique concernant les coûts des ARV et des intrants de laboratoire (ONUSIDA)

OUTILS D'AIDE À LA DÉCISION

GR 2
71. Manuels et Directives pour l'opérationnalisation des : « Zones industrielles », « Parcs Éco-Industriels », « Planification, développement et gestion des Parcs Agroindustriels Intégrés », « Nouvelle Génération des Parcs de Science et Technologie pour promouvoir l'Innovation » (ONUDI)
GR 3
72. Un guide de collecte de données sur l'enseignement de l'Éducation Complète à la Sexualité (UNESCO)
GR 4
73. Adoption de nouvelles directives sur le traitement Préventif de Tuberculose (TPT) (OMS)
74. Élaboration de l'algorithmes à 3 tests pour le dépistage du VIH et des directives, des outils ainsi que les modèles de prestation de soins différenciés (OMS, UNICEF)
75. Validation du guide référentiel du réseau SONU (OMS)
76. Élaboration du guide et de la fiche de Contrôle du travail des Jeunes Travailleurs mis à la disposition de l'Inspection du travail pour le contrôle de conformité (BIT)
77. Validation d'un guide et intégration des indicateurs de nutrition dans le système d'information sanitaire (DHIS2) (UNICEF, OMS)

GR 5
78. Mise à disposition de l'outil « Formalisez votre entreprise » (FVE) (BIT)
79. Mise à disposition de l'outil digital d'information sur le processus de formalisation (BIT)
GR 6
80. Appui au repositionnement et au fonctionnement de l'instance de coordination nationale (GTT) sur les droits humains, VIH et Tuberculose au sein de la Direction des Droits de l'homme (ONUSIDA)
81. Élaboration et validation de modules de formation sur les Droits humains et VIH destinés aux facultés de Droits (ONUSIDA)
GR 7
82. Soutien à la mise en place d'un système de « Measurement, Reporting, Verification » (MRV) pour le suivi des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre (PNUD)
GR 8
83. Mise à disposition d'outil pour l'étude d'impact du secteur de la Culture pour le développement dénommé « Indicateurs Culture 2030Indicateurs » (UNESCO)
84. Appui à la production des estimations nationales sur l'épidémie du VIH avec le logiciel Spectrum (ONUSIDA)
85. Appui à la mise en place du Groupe Consultatif Communautaire dans le cadre de la mise en œuvre du suivi dirigé par les communautés (ONUSIDA)

INSTRUMENTS NORMATIFS

GR 2
86. Appui à l'élaboration de 10 textes règlementaires et institutionnels pour formaliser le secteur des Déchets d'Équipement Électriques et Électroniques (DEEE) et des Véhicules en Fin de Vie (VFV) (ONUDI)
GR 3
87. Facilitation de l'adhésion de la Côte d'Ivoire à la coalition mondiale pour l'alimentation scolaire et de son engagement (PAM)
88. Appui à l'élaboration d'une loi sur les cantines scolaires (PAM)
89. Appui à la Primature pour mise en place d'une coordination pour le suivi des indicateurs des dépenses d'éducation (tous les secteurs) (UNESCO)
GR 4
90. Mise à jour des directives nationales sur la Prophylaxie Pré Exposition (PrEP) VIH (OMS, UNICEF)
91. Appui conseil dans le cadre de l'application du Code de commercialisation des substituts du lait maternel (UNICEF, OMS)
GR 8
92. Appui à l'élaboration de la révision de la loi sur le patrimoine culturel (UNESCO)

⁹ <https://cotedivoire.un.org/fr/212745-rapports-th%C3%A9matiques-sur-les-progr%C3%A8s-dans-la-mise-en-oeuvre-des-odd-en-c%C3%B4te-divoire-juin>
¹⁰ <https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbdll461/files/reports/Etude%20de%20perception%20des%20communautes%20sur%20la%20securite%20et%20la%20gestion%20des%20frontieres%20dans%20la%20Nord-Est%20de%20la%20Cote%20d'Ivoire%2028Bounkani%29%2028.06.2022.pdf>

ACCOMPAGNEMENT STRATÉGIQUE LORS DES SOMMETS ET CONFÉRENCES DE HAUT NIVEAU

GR 3
93. Appui aux EGENA (UNESCO, UNICEF)
94. Appui au TES (documents et participation) (UNICEF, UNESCO)
95. Appui à la participation de la Côte d'Ivoire (Document pays) à la 2nde Conférence Mondiale sur l'Education et la Protection de la Petite Enfance (UNESCO)
GR 7
96. Appui à la formulation du Legacy programme dénommé Initiative d'Abidjan dans le cadre de la COP 15 (UNCCD)
GR 8
97. Appui à l'organisation du Groupe Consultatif pour le financement du PND 2021-2025 (PNUD)
98. Élaboration du projet des Assises de la Culture (UNESCO)

VOYAGES D'ÉTUDES

GR 2
1. Tour d'étude technique et commercial à Singapour et en Malaisie avec pour objectif de mener une étude comparée entre la Côte d'Ivoire et les pays de l'Asie du Sud-Est, renforcer les capacités de la CGECI pour qu'elle joue pleinement son rôle d'encadrement du secteur privé et institutionaliser une administration publique ivoirienne axée sur le secteur privé (ONUDI)

CRÉDITS

Production : Julie Pudlowski Consulting
Photographie : Daniel Paqui (FIDA),
Stephane Joël Dah (ONU FEMMES), Dah
Olo Yoann (UNESCO), Sidibé De Marféré
(OMS), Milequem Diarrassouba (UNICEF),
Franck Dejongh (UNICEF), Gédéon Poda
(PNUD), Mohamed Diabaté (OIM).





NATIONS UNIES
CÔTE D'IVOIRE



CONTACTS

Abidjan, Plateau, Av. Marchand, Rue Gourgas

 <https://cotedivoire.un.org/fr>

 @ONUCotedIvoire

 @ONUCotedIvoire

 snud.ci@one.un.org